

Numéro  
110

# Bulletin Officiel

Mars 1999

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*mars 1999*

TEXTES ÉMIS EN NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1998

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic  
Directeur-adjoint : François Braize  
Secrétariat de rédaction : Édith Pirio, Sylvie Bourcier  
Josiane Karkidès, Sylvie Pisani

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél : 01.40.15.77.38.

Abonnement annuel : 120 f  
18,29 euros

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction de l'administration générale**

- Page 5 Arrêté du 18 novembre 1998 portant nomination de membres du conseil ministériel des études.
- Page 5 Arrêté du 18 novembre 1998 relatif à la nomination d'un directeur régional des affaires culturelles au conseil ministériel de la recherche et au renouvellement pour un an de personnalités qualifiées.

### **Direction des Archives de France**

- Page 5 Circulaire AD 98-6 du 6 juillet 1998 pour le traitement des archives produites dans le cadre de l'aide sociale en faveur des mineurs.
- Page 7 Note AD/DEP 1625 du 7 octobre 1998 instituant l'envoi des publications des archives départementales à la bibliothèque de l'École nationale des chartes.
- Page 8 Circulaire AD/DEP 1664 du 15 octobre 1998 relative à la diffusion sous forme de disquette de l'enquête statistique annuelle sur l'activité des service d'archives publics.
- Page 8 Circulaire AD/DEP 1665 du 15 octobre 1998 relative au lancement d'une enquête sur les sources relatives aux arts du spectacle.
- Page 9 Circulaire AD/DEP 1780 du 12 novembre 1998 relative au transfert des Registres matricules du recrutement militaire (Classe 1926).

### **Direction du livre et de la lecture**

- Page 9 Arrêté du 8 janvier 1999 portant création d'une commission pour l'octroi de bourses de séjour en France à des traducteurs en langue étrangère d'auteurs français.

### **Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles**

- Page 10 Circulaire du 22 octobre 1998 relative à la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant.

Page 16 Arrêté du 13 novembre 1998 portant nomination au Comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique.

Page 16 Arrêté du 8 janvier 1999 relatif à la création de la commission nationale consultative d'aide à la création d'œuvres dramatiques.

**Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

Page 18 Décision n° 2217 du 26 novembre 1998 portant nomination de la directrice de l'action éducative et des publics (DAEP).

Page 18 Décision n° 2240-N du 2 décembre 1998 portant modification de la décision n° 921 du 17 juin 1998 portant délégation de signature.

## Mesures d'information

Page 20 **Décision de justice intéressant le ministère de la culture**

Page 21 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Page 28 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

**Divers**

Page 33 Dérogations aux délais vidéo

Page 35 Bulletin d'abonnement

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### Arrêté du 18 novembre 1998 portant nomination de membres du conseil ministériel des études

La ministre de la culture et de la communication

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 modifié relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 1986 modifié portant création du conseil ministériel des études ;

Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés pour une durée de trois ans, membres du conseil ministériel des études :

- en tant que directeur régional des affaires culturelles :

M. Richard Lagrange;

- en tant que personnalités qualifiées :

M. Michel Glaude,

M. Jean-Baptiste de Foucauld,

M. François Hartog,

M. Pierre-Michel Menger,

M. Claude Seibel.

**Art. 2.** - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Trautmann

### Arrêté du 18 novembre 1998 relatif à la nomination d'un directeur régional des affaires culturelles au conseil ministériel de la recherche et au renouvellement pour un an de personnalités qualifiées

La ministre de la culture et de la communication

Vu la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 modifié relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1990 relatif à l'organisation de la recherche au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 ;

Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommé membre du conseil ministériel de la recherche pour une durée de trois ans :

- en qualité de représentant des directeurs régionaux des affaires culturelles :

M. Jean-Luc Massy, DRAC Limousin ;

Sont renouvelés pour un an :

- en qualité de personnalités qualifiées :

M. Jacques Guichard,

M. Claude Mordant,

M. Paul Caseau,

M. Philippe Quéau

M. Dominique Lecourt,

M. Jean-René Gabory,

M. Jean-Pierre Chevillot,

M. Jean-Claude Risset.

**Art. 2.** - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Trautmann

## DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

### Circulaire AD 98-6 du 6 juillet 1998 pour le traitement des archives produites dans le cadre de l'aide sociale en faveur des mineurs.

Le ministre de l'emploi et de la solidarité

Le ministre de l'intérieur

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et Messieurs les préfets

(directions départementales des affaires sanitaires et sociales - directions des archives départementales)

- pour attribution -

Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux

(service de l'aide sociale à l'enfance -  
service de la protection maternelle et infantile -  
archives départementales)  
- pour information -

Au cours du premier trimestre 1998, la direction des Archives de France a entrepris une réflexion sur les archives produites dans le cadre de l'action sanitaire et sociale, domaine pour lequel il n'existe aucune réglementation.

La méthodologie retenue a préféré une approche thématique, dépassant la traditionnelle notion de services producteurs, afin de prendre en compte l'ensemble des acteurs de l'action sanitaire et sociale, État et collectivités territoriales, partenaires bien souvent complémentaires, et ce, pour permettre une sélection pertinente des archives produites.

Cette démarche a abouti à l'élaboration d'un premier tableau de tri et de conservation inter-services, consacré aux documents produits dans le cadre de l'action sociale en faveur des mineurs. Ce tableau est le fruit de la collaboration de l'administration des archives (direction des Archives de France et services d'archives départementales), de directions départementales des affaires sanitaires et sociales et de services sociaux de quatre départements. Le ministère de l'emploi et de la solidarité a été également associé au groupe de travail.

Néanmoins, afin de répondre aux besoins des services producteurs, des tableaux de tri et de conservation par service sont également proposés. Ils devront être bien évidemment adaptés aux spécificités de l'organisation des services de chaque département.

#### **Annexe I : tableau de tri et de conservation des archives relatives à l'action sociale en faveur des mineurs.**

Il s'agit d'un tableau inter-services, précédé d'un sommaire. Les services concernés sont d'une part, les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS), et d'autre part, les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et de la protection maternelle et infantile (PMI), ainsi que leurs circonscriptions.

Par circonscriptions, il faut entendre les antennes de proximité, dont l'appellation varie d'un département à l'autre : centres médico-sociaux (CMS), unités territoriales, etc.

#### **Il sera procédé à un échantillonnage géographique**

**de ces circonscriptions : seules les archives des circonscriptions retenues feront l'objet du tri et des modalités de conservation et de versement aux archives départementales décrits dans la présente circulaire (annexes I et III.4).** Dans les circonscriptions non retenues, la totalité des archives pourra être détruite à l'expiration de leur durée d'utilité administrative, et **à l'exception** :

- des dossiers d'enfant, s'ils sont conservés uniquement en circonscriptions : les dossiers d'enfant obéissent alors aux règles rappelées en annexe II ;
- des procès-verbaux des réunions dont le secrétariat est assuré par la circonscription : toutes les circonscriptions sont alors tenues de verser aux archives départementales ce type de documents.

L'échantillon géographique devra être représentatif des diverses zones du département (zones urbaine, suburbaine, rurale).

Les services d'archives départementales ont la possibilité de fixer une date à partir de laquelle s'applique cette procédure d'échantillonnage, et ce afin de sauvegarder les archives, généralement peu nombreuses, subsistant des débuts des circonscriptions.

Le tableau se présente en cinq colonnes.

#### Colonne n°1 : Type de documents.

Les différentes catégories de documents ou de dossiers produits ou reçus par les services concourant à l'aide sociale en faveur des mineurs y sont énumérées.

#### Colonne n°2 : DUA.

La durée d'utilité administrative (DUA) est la durée pendant laquelle les services sont tenus de conserver les documents mentionnés dans la première colonne. Cette durée est définie en fonction des obligations juridiques qui incombent aux services, mais aussi en tenant compte des besoins d'information nécessaires à leur bonne marche.

#### Colonne n°3 : Sort final.

Les mentions de conservation, de tri ou de destruction portées dans cette colonne doivent être interprétées de la façon suivante :

**C** : versement pour conservation définitive aux archives départementales.

**D** : destruction, par les soins du service détenteur des archives au terme de la DUA, après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;

**E** : échantillonnage (ou tri mécanique) selon les modalités définies dans la colonne "Observations". L'échantillonnage incombe au service versant.

**T** : tri sélectif assuré par le service versant, sous le contrôle des services d'archives départementales.

Colonne n°4 : Observations.

Cette colonne permet d'apporter des précisions sur les modalités de tri et d'échantillonnage ou de justifier du sort final.

Colonne n°5 : Service(s).

Y sont portés les intitulés des services qui détiennent le type de documents mentionnés dans la première colonne.

**Annexe II : le dossier d'enfant.**

Cette annexe offre un récapitulatif du traitement à réserver aux dossiers individuels des enfants suivis par les services d'aide sociale à l'enfance, en fonction des différentes mesures de protection prises à leur égard.

**Annexe III : tableaux de tri et de conservation par services producteurs.**

L'annexe se subdivise en quatre tableaux rédigés par services producteurs, et reprenant pour chacun d'eux les données du tableau général les concernant :

- annexe III.1 : tableau de tri et de conservation des archives relatives à l'action sociale en faveur des mineurs et produites par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) ;
- annexe III.2 : tableau de tri et de conservation des archives relatives à l'action sociale en faveur des mineurs et produites par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ;
- annexe III.3 : tableau de tri et de conservation des archives relatives à l'action sociale en faveur des mineurs et produites par les services départementaux de la protection maternelle et infantile (PMI) ;
- annexe III.4 : tableau de tri et de conservation des archives relatives à l'action sociale en faveur des mineurs et produites par les circonscriptions des services départementaux retenues dans l'échantillon géographique.

**Annexe IV : liste récapitulative des documents et dossiers à conserver intégralement ou partiellement.**

La liste présentée dans cette annexe récapitule l'ensemble des documents ou dossiers à conserver soit en totalité, soit à l'issue d'un tri sélectif ou mécanique (échantillonnage). Il s'agit d'une liste brute, à savoir dépouillée de toutes observations, de toutes durées d'utilité administrative et de tous critères de tri.

Elle vise à rappeler de manière synthétique les documents et dossiers présentant un caractère historique.

Vous voudrez bien nous saisir de toute difficulté que pourrait entraîner l'application de la présente circulaire.

Le ministre de l'emploi et de la solidarité  
et par délégation

Le directeur général de la santé  
Joël Ménard

Le ministre de l'Emploi et de la solidarité  
et par délégation

Le directeur de l'action sociale  
Pierre Gauthier

Le ministre de l'intérieur  
et par délégation

Le directeur général des collectivités locales  
Didier Lallement

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation

Le directeur des Archives de France  
Philippe Bélaval

Nota : Le texte complet de la circulaire, avec ses annexes (six tableaux de tri et une liste récapitulative de 59 pages), est disponible à la direction des Archives de France, service technique.

**Note AD/DEP 1625 du 7 octobre 1998 instituant l'envoi des publications des archives départementales à la bibliothèque de l'École nationale des chartes.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux  
(archives départementales)

M. le directeur de l'École nationale des chartes m'a fait connaître son souci de continuer à disposer régulièrement des publications des services départementaux d'archives, afin que la bibliothèque de l'École continue d'offrir à ses utilisateurs des collections complètes de ces publications.

Je ne puis que partager ce souci. Je considère, en effet, qu'il est important que les futurs conservateurs du patrimoine formés à l'École nationale des chartes puissent, lors de leur scolarité, prendre connaissance des publications récentes des services d'archives français.

En conséquence, je vous remercie de bien vouloir veiller, chaque fois que cela vous est possible, à adresser un exemplaire de vos publications à l'École nationale des chartes et, à défaut, de l'informer de ces publications pour qu'elle puisse les acquérir si elle le souhaite.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,

Le directeur des Archives de France  
Philippe Bélaval



**Circulaire AD/DEP 1664 du 15 octobre 1998 relative à la diffusion sous forme de disquette de l'enquête statistique annuelle sur l'activité des services d'archives publiques**

La ministre de la culture et de la communication  
à  
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils régionaux  
(archives régionales)  
Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux  
(archives départementales)  
Mesdames et Messieurs les maires  
(archives communales)

La direction des Archives de France diffuse chaque année, aux services d'archives publiques qui en font la demande, la grille d'enquête statistique annuelle sous la forme d'une disquette, enregistrée sous le format Word 7 pour Windows.

Vous trouverez ci-joint la liste des services d'archives qui ont demandé à recevoir la grille de l'enquête statistique 1996 sous la forme d'une disquette. Ce mode de diffusion sera renouvelé automatiquement, lors de l'envoi de la grille d'enquête 1997, pour l'ensemble de ces services.

**Les services d'archives qui ne figurent pas sur cette liste, et qui souhaitent recevoir la grille de l'enquête 1997 sous la forme d'une disquette, sont invités à se faire connaître auprès du service technique de la direction des Archives de France, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1998. Les demandes doivent être adressées par courrier, par fax (01.40.27.66.30) ou par courrier électronique (gadier@culture.fr).**

Les demandes qui parviendraient à mes services après le 1<sup>er</sup> décembre ne seront pas prises en compte cette année.

Par ailleurs, les services qui le souhaitent peuvent obtenir la grille d'enquête par courrier électronique. Il convient, là encore, de me le faire savoir avant le 1<sup>er</sup> décembre prochain.

Je vous rappelle qu'en revanche, les réponses à l'enquête statistique annuelle doivent dans tous les cas m'être adressées sous forme d'un document papier.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
le directeur des Archives de France  
Philippe Bélaval

**Circulaire AD/DEP 1665 du 15 octobre 1998 relative au lancement d'une enquête sur les**

**sources relatives aux arts du spectacle.**

La ministre de la culture et de la communication  
à  
Madame et Messieurs les présidents des conseils généraux  
(archives départementales)  
Mesdames et Messieurs les maires  
(archives communales)

Afin de promouvoir le patrimoine des arts du spectacle, le ministère de la culture et de la communication lance une opération nationale destinée à en développer la connaissance et à en faciliter l'accès à tous.

Aussi la direction des Archives de France, la direction du livre et de la lecture, la direction des musées de France, la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ainsi que le Comité d'histoire du ministère de la culture entreprennent-ils un recensement des sources et ressources relatives aux arts du spectacle. Le département des arts du spectacle de la Bibliothèque nationale de France est chargé de fédérer les partenaires et de mettre en œuvre le projet.

L'objectif est d'aboutir à la constitution d'un répertoire informatisé accessible par réseaux aux chercheurs, aux professionnels du spectacle et au grand public, la direction des Archives de France se réservant le droit d'exploiter l'ensemble des données recueillies dans les services d'archives, soit sous la forme d'une publication, soit en les intégrant dans une base de données qui lui serait propre.

L'élaboration de ce répertoire est aussi destinée à favoriser l'émergence d'un réseau de coopération entre les partenaires et à sensibiliser chacun à la nécessité de préserver les archives des spectacles.

Étant donné la multiplicité et la diversité des lieux où sont conservées les collections et la documentation dans ce domaine, l'enquête doit permettre de repérer les fonds existants dans l'ensemble des organismes de conservation et des structures de création et de diffusion.

L'objet du questionnaire ci-joint est donc d'obtenir un signalement et une description de tous les fonds ou collections spécialisées touchant au domaine des spectacles.

Je souhaite également que me soient signalés non seulement les fonds versés par des organismes de spectacles (théâtres par exemple), mais aussi ceux versés par les administrations assurant le suivi ou le contrôle de ces organismes (conseiller "théâtre" en DRAC par exemple).

Je vous remercie de bien vouloir adresser votre

réponse à la direction des Archives de France (service technique) avant le 31 janvier 1999.

Madame Christèle Rit, conservateur au service technique, est à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
Le directeur des Archives de France  
Philippe Bélaval

**Circulaire AD/DEP 1780 du 12 novembre 1998 relative au transfert des Registres matricules du recrutement militaire (Classe 1926).**

La ministre de la culture et de la communication  
à  
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux  
(archives départementales)

Le bureau central des archives administratives militaires m'a récemment avisé qu'il se trouve en mesure de verser les registres du recrutement militaire pour la classe 1926. Le tableau joint précise pour chaque département les différences éventuelles entre les ressorts de recrutement et le cadre départemental.

Le versement de ces registres devrait avoir lieu dans la seconde quinzaine du mois de décembre de l'année. Je vous remercie de me saisir de toute difficulté que cette procédure pourrait entraîner.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
Le directeur des Archives de France  
Philippe Bélaval

---

---

**DIRECTION DU LIVRE  
ET DE LA LECTURE**

**Arrêté du 8 janvier 1999 portant création d'une commission pour l'octroi de bourses de séjour en France à des traducteurs en langue étrangère d'auteurs français**

La ministre de la culture et de la communication

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture ;  
Vu le décret n° 90-37 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France

lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux et de certains organismes subventionnés ;

Vu le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 modifié relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu les arrêtés du 9 mai 1995 relatifs à l'organisation de la direction du livre et de la lecture ;

**Arrête**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé au ministère chargé de la culture une commission pour l'octroi de bourses de séjour en France à des traducteurs en langue étrangère d'auteurs français, ci-après dénommée la commission.

**Art.2.** - La commission examine les dossiers présentés par les candidats, accompagnés des avis recueillis auprès des services culturels des ambassades de France dans les pays concernés et propose au directeur du livre et de la lecture les montants des bourses à accorder aux traducteurs.

**Art.3.** - La commission comprend :

1) Membres de droit :

- . le directeur du livre et de la lecture ou son représentant, président ;
- . le directeur général de la coopération internationale et du développement au ministère des affaires étrangères ou son représentant ;
- . le directeur de la recherche au ministère chargé de la recherche ou son représentant ;
- . le secrétaire général du centre national du livre ou son représentant.

2) Sept personnalités qualifiées nommées par le ministre chargé de la culture pour une durée de deux ans renouvelable.

**Art.4.** - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef de bureau du livre français à l'étranger, chargé de l'instruction des dossiers de demandes de bourses présentés à la commission. Celle-ci se réunit autant que de besoin à l'initiative du directeur du livre et de la lecture.

**Art.5.** - L'arrêté du 17 avril 1984 portant création du comité pour l'octroi de bourses de séjour en France à des traducteurs étrangers d'auteurs français est abrogé.

**Art.6.** - Le directeur du livre et de la lecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin Officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
Le directeur du livre et de la lecture  
Jean-Sébastien Dupuit

**DIRECTION DE LA MUSIQUE,  
DE LA DANSE, DU THÉÂTRE  
ET DES SPECTACLES**

**Circulaire du 22 octobre 1998 relative à la  
Charte des missions de service public pour le  
spectacle vivant**

La ministre de la culture et de la communication,  
à

Madame et Messieurs les préfets de régions  
directions régionales des affaires culturelles

Je vous prie de trouver ci-joint la Charte des missions  
de service public pour le spectacle vivant.

L'objectif de ce document est de définir un cadre  
commun aux relations contractuelles entre le  
ministère de la culture et de la communication et  
les organismes subventionnés par l'État dans le  
domaine du spectacle.

La mise en œuvre de la Charte doit permettre une  
généralisation progressive de la politique contractuelle,  
dont l'enjeu premier est une définition claire des  
missions et des objectifs à atteindre sur une durée  
déterminée. Cette clarification rend possible une  
évaluation des organismes subventionnés effectuée  
de manière régulière par les services déconcentrés du  
ministère de la culture et de la communication, avec  
l'appui de l'inspection de la création et des enseignements  
artistiques et, le cas échéant, son intervention directe,  
en particulier à la fin d'un contrat.

Dès lors que les procédures contractuelles associent  
des collectivités territoriales, la Charte doit être  
considérée comme exprimant le point de vue de l'État.  
Elle n'exclue bien entendu pas la recherche d'une  
synthèse prenant en compte le point de vue des  
collectivités locales dès lors que son esprit et son sens  
général sont respectés.

Les documents contractuels à conclure dorénavant  
avec les organismes subventionnés doivent donc  
faire explicitement référence à la Charte. Dès lors  
que des dispositions de la Charte peuvent être  
modifiées en fonction de ce qui précède ou de la  
situation particulière des organismes subventionnés,  
ces modifications doivent figurer explicitement dans  
les contrats.

Le document joint a donné lieu à une large concertation  
auprès des professionnels, des administrations con-  
cernées et des associations des élus des collectivités  
locales. Je vous invite à en assurer une large diffusion  
dans votre région.

Vous voudrez bien me rendre compte avant la fin du  
mois de juin 1999 de la mise en œuvre des présentes  
instructions.

La ministre de la culture et de la communication,  
Catherine Trautmann

**Annexe :**

**CHARTRE DES MISSIONS DE SERVICE  
PUBLIC POUR LE SPECTACLE VIVANT**

Depuis l'institution d'un ministère des affaires culturelles  
il y a près de quarante ans, l'État a su maintenir, au  
travers des évolutions profondes de la société et des  
alternances politiques, un engagement constant en  
faveur de l'art et de la culture, au côté des artistes,  
des acteurs culturels et artistiques et des collectivités  
territoriales.

La réaffirmation de cet engagement prend aujourd'hui  
une importance singulière. La situation de la culture dans  
notre pays est à l'évidence étroitement dépendante  
des évolutions économiques, sociales et idéologiques  
en France et dans le monde : la mondialisation des  
échanges, la primauté de l'audiovisuel, les grandes  
potentialités qu'offre la construction européenne  
transforment l'environnement de la production artistique  
et les modalités d'accès à la culture. De même, la  
contestation croissante, sans discernement, du  
principe de financement public de certaines activités  
et la remise en cause, minoritaire mais brutale, des  
valeurs d'universalité et de pluralisme placent l'art et  
la culture au cœur du débat et des choix politiques.

Dans ce contexte, la présente charte est d'abord le  
rappel de la volonté du ministère de la culture et de  
la communication d'un engagement fort de l'État en  
faveur de la création artistique et du développement  
culturel dans le domaine du spectacle vivant.

Ce texte apparaît d'autant plus nécessaire qu'il  
intervient au moment d'une réforme importante du  
mode de fonctionnement de l'État, tant à travers la  
déconcentration de ses moyens d'action au niveau  
régional, chargé de la mise en œuvre concrète de la  
politique culturelle, que de la réorganisation de son  
administration centrale, renforcée dans ses missions  
de pilotage, d'impulsion et d'évaluation de l'action  
de l'État.

Enfin, dans une période où les collectivités territoriales  
assurent de manière croissante leurs responsabilités  
culturelles, cette charte veut répondre à une demande  
générale des élus comme des artistes et des responsables  
culturels d'une parole forte et claire de l'État, ouverte  
au dialogue et au contrat.

## **LES FONDEMENTS DE L'INTERVENTION PUBLIQUE EN MATIÈRE CULTURELLE**

Quatre textes constitutifs fondent et légitiment, aujourd'hui, l'intervention des pouvoirs publics en matière culturelle et artistique :

- le préambule de la Constitution, qui depuis 1946 dispose que “ *la Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, la formation professionnelle et à la culture* ” ;
- le traité de Maastricht sur l'Union européenne qui fait figurer dans son article 3 au nombre des objectifs de l'action de la Communauté : « *une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres* ». En outre, l'article 128 permet la réalisation d'actions d'encouragement destinées, dans le respect de la diversité nationale et régionale, et en rappelant l'héritage culturel commun, à appuyer et à compléter les actions des États membres ;
- le décret relatif aux attributions du ministère chargé de la culture qui lui donne pour missions de *rendre accessibles au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit et de développer les pratiques artistiques (...)* ;
- les lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui n'ont pas réservé de compétence particulière à une collectivité publique en matière de spectacle vivant. Au regard des responsabilités générales énoncées par la Constitution, l'État, la région, le département et la commune sont donc également fondés à intervenir dans ce domaine.

L'engagement de l'État en faveur de l'art et de la culture relève d'abord d'une conception et d'une exigence de la démocratie :

- favoriser l'accès de tous aux œuvres de l'art comme aux pratiques culturelles.
- nourrir le débat collectif et la vie sociale d'une présence forte de la création artistique, en reconnaissant aux artistes la liberté la plus totale dans leur travail de création et de diffusion.
- garantir la plus grande liberté de chaque citoyen dans le choix de ses pratiques culturelles.

La politique culturelle s'est enrichie depuis l'après-guerre d'une histoire encore brève mais riche qui va de la décentralisation dramatique, en passant par la création du ministère, jusqu'au fort développement depuis une quinzaine d'années des politiques culturelles de l'État et des collectivités locales.

Elle conserve son objectif majeur affirmé par la Constitution de démocratisation des pratiques culturelles,

sachant qu'elle ne peut en approcher qu'en mettant l'art et les artistes au centre de ce projet. Il n'y a pas de développement culturel sans dynamique artistique forte et la vitalité artistique est en partie tributaire de la rencontre et du dialogue avec la société.

## **L'ORGANISATION DES RESPONSABILITÉS DE SERVICE PUBLIC DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT**

La présente charte a pour premier objet de rappeler, préciser ou redéfinir les responsabilités du ministère chargé de la culture et des organismes subventionnés dans le domaine de la création et de la diffusion du spectacle vivant. Elle ne concerne pas l'enseignement artistique.

### **I - Les responsabilités du ministère chargé de la culture**

L'action publique dans le domaine de la culture engage la responsabilité de l'État dans son ensemble et concerne de nombreux départements ministériels. Au-delà de ses responsabilités propres, le ministère chargé de la culture a donc aussi celle de proposer à l'ensemble du Gouvernement une stratégie cohérente de développement culturel.

#### **La définition des missions**

##### **1. le ministère agit directement :**

- par l'aide à la création, sous forme de commandes musicales ou dramatiques à des artistes, ou bien de soutien aux projets de création artistique des compagnies dramatiques, chorégraphiques, des ensembles musicaux ou lyriques, après avoir recueilli l'avis de commissions ou de comités d'experts indépendants ;
- par les nominations qu'il effectue et les agréments qu'il donne le ministre dans le cadre de l'administration de réseaux nationaux ou d'organismes d'ampleur nationale ou internationale ;
- par l'aide aux échanges artistiques internationaux ;
- par la protection d'ordre patrimonial de certains théâtres historiques ainsi que des salles de spectacles relevant de l'ordonnance du 13 octobre 1945 modifiée ;
- par la régulation d'ordre économique ou réglementaire des secteurs du spectacle vivant les plus insérés dans le marché (le théâtre privé, les variétés, le cirque, les musiques actuelles, les industries musicales notamment) ;
- par la définition d'un cadre juridique adapté aux professions du spectacle ;

##### **2. Le ministère confie des missions à des établissements publics sous sa tutelle :**

- l'Opéra national de Paris, la Comédie française, les théâtres nationaux de l'Odéon, de la Colline, de Chaillot et de Strasbourg, la Cité de la Musique, le

Centre national de la Danse, l'établissement public du parc et de la grande halle de la Villette.

### **3. Le ministère soutient l'action des collectivités territoriales :**

Dans le cadre de leurs politiques culturelles, les collectivités territoriales sont en partenariat fréquent avec l'État pour soutenir des équipes artistiques et des institutions culturelles. Elles sont également conduites, compte tenu des cadres juridiques et statutaires actuellement en place, à gérer directement des services culturels.

Elles disposent enfin de la plupart des lieux affectés, ou susceptibles d'être affectés au spectacle vivant.

Les subventions du ministère aux collectivités locales sont justifiées par une convergence d'objectifs culturels relevant de l'intérêt général afin de favoriser un projet de portée nationale et de contribuer à l'aménagement culturel du territoire.

Ces interventions peuvent s'appliquer par exemple :

- aux constructions ou aux travaux d'équipement,
- à des théâtres lyriques, à leurs ballets, à certains orchestres et aux théâtres de ville,
- à des programmes et projets concertés inscrits dans les conventions de développement culturel ou dans les contrats de plan,
- aux aides à la création d'emplois en matière de médiation ou d'éducation artistique et culturelle.

Les collectivités territoriales (régions, départements, communes ou leurs regroupements) interviennent en outre de leur propre initiative, en faveur des équipes artistiques et de l'offre de spectacle vivant, dans le cadre de la compétence générale qui leur est reconnue. Elles sont ainsi responsables des théâtres de ville.

### **4. Le ministère confie enfin à des personnes de droit privé des missions de service public.**

Cette démarche repose sur un projet d'orientation et un contrat afin que soient fixés :

- l'objet et la durée de la mission,
- les engagements mutuels qui en résultent pour l'État et ses partenaires,
- les règles professionnelles et administratives qui s'y attachent,
- les modalités d'évaluation.

Ce mode de coopération a pris une ampleur particulière dans le domaine du spectacle vivant, jusqu'à structurer, pour une bonne part, le fonctionnement et l'économie de ce secteur, notamment en favorisant la constitution de réseaux formels ou informels.

Il concerne :

- les centres dramatiques (avec les contrats de

décentralisation dramatique),

- les centres chorégraphiques nationaux (conventions),
- les scènes nationales (avec les projets d'orientation et les contrats d'objectifs),
- les orchestres symphoniques (contrats d'objectifs),
- les ensembles vocaux et musicaux missionnés (conventions),
- les scènes de musiques actuelles conventionnées,
- les compagnies, théâtre, danse, marionnette, arts de la rue et de la piste, les associations lyriques et les centres de création musicale conventionnés,
- les festivals d'intérêt national comme certains lieux de fabrication et de production de spectacles vivants,
- les associations départementales et régionales de développement musical et chorégraphique.
- des organismes de ressources pour la diffusion (Office national de diffusion artistique) ou l'information du public (Centre national du théâtre, Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles...),

Les organismes qui composent ces ensembles bénéficient généralement, et parfois de manière prépondérante, du soutien des collectivités territoriales.

### **L'organisation de l'État**

Le mouvement de déconcentration administrative progressivement mis en place par l'État depuis une trentaine d'années s'applique pleinement au secteur culturel.

Sous l'autorité du ministre chargé de la culture, responsable de la globalité de la politique culturelle de l'État, les services déconcentrés sont chargés de la mise en œuvre des actions, dans le cadre de directives annuelles.

Dans le champ de responsabilité du ministre chargé de la culture et sous son autorité, la conception et la définition de la politique culturelle de l'État relèvent de l'administration centrale :

- la conception et l'animation des politiques nationales :
  - . définition des critères et des modalités de mise en œuvre des objectifs et des priorités politiques ;
  - . action sur le cadre juridique, social, économique de l'activité des entreprises de spectacle vivant ;
  - . action sur la cohérence et la dynamique des politiques artistiques ;
  - . attention particulière et soutien aux actions innovantes, tant du point de vue artistique que social ;
- la préparation du choix des nominations de directeurs d'entreprises artistiques, quand la règle en est posée statutairement ou par convention ;
- l'agrément préalable à la nomination des directeurs, comme à celle des administrateurs dans certains cas ;

- l'approbation préalable à la signature des conventions-cadre ou contrats d'objectifs liant l'État à certaines entreprises artistiques et culturelles relevant de la présente charte ;
- l'évaluation de l'ensemble des actions conduites, en particulier par les réseaux participant à des missions de service public, allant d'un suivi général de l'activité jusqu'à des inspections approfondies, en assurant, notamment, une évaluation systématique de chaque institution à l'occasion de l'échéance d'un mandat ou d'une convention ;
- la responsabilité spécifique de l'État à l'égard de l'enseignement artistique spécialisé comme des enseignements à vocation professionnelle.

#### Les responsabilités des directions régionales des affaires culturelles sont renforcées et clarifiées.

Sous l'autorité des Préfets, il revient aux directions régionales des affaires culturelles d'assurer la mise en œuvre de la politique culturelle de l'État dans le cadre des directives ministérielles.

Cette mise en œuvre suppose un suivi et une animation de la vie artistique et culturelle dans la région ainsi qu'une coopération étroite avec les collectivités territoriales.

Les directions régionales des affaires culturelles sont en particulier chargées :

- de l'expertise, du conseil et de l'information,
- de l'élaboration et du suivi du partenariat avec les collectivités territoriales,
- de l'animation des partenaires culturels au niveau régional,
- de l'attribution de la majeure partie des subventions,
- du contrôle des organismes et des actions qu'elles subventionnent, le cas échéant avec l'appui de l'administration centrale.

L'articulation de l'activité des directions régionales des affaires culturelles avec celle de l'administration centrale est assurée notamment par des échanges réguliers d'informations et d'analyses, par la production de schémas directeurs nationaux et de schémas pluriannuels d'action régionale, par les bilans d'activité des directions régionales et par la fonction de suivi et d'évaluation de l'inspection de la création et des enseignements artistiques.

## **II - Les responsabilités des équipes subventionnées et conventionnées**

L'État attend que les organismes et équipes composant les réseaux nationaux qu'il soutient assument clairement leurs responsabilités artistiques, territoriales, sociales et professionnelles, pour la meilleure utilisation des deniers publics.

### **1. La responsabilité artistique**

La création contemporaine témoigne de la vitalité artistique et du renouvellement de chaque discipline. Les écritures d'aujourd'hui expriment les émotions, l'imaginaire, le regard des artistes sur notre société et fondent le patrimoine de demain. La recherche en art, dont l'importance pour la société est aussi grande que la recherche scientifique qu'elle côtoie et croise souvent, est une nécessité absolue.

Les programmations et les activités doivent, par conséquent, accorder une attention prioritaire et une place essentielle à l'actualité des différents courants artistiques et des débats esthétiques qui animent les artistes et leur production.

Pour cette raison, il convient prioritairement de développer la permanence artistique dans les entreprises, c'est-à-dire la présence constante, perceptible au sein des lieux du spectacle vivant, et donc au cœur de la cité et de la vie collective, d'artistes en recherche, en travail, en dialogue avec la population.

Quelles qu'en soient les formes, cette présence constitue un atout important pour la création artistique elle-même et favorise les rapprochements entre la population et l'art.

Des résidences sur la durée ou des associations à long terme avec des artistes ou équipes artistiques doivent être systématiquement recherchées. Elles peuvent concerner des créateurs (auteurs, compositeurs, chorégraphes...) ou des interprètes (musiciens, comédiens, danseurs, chanteurs...). Elles permettent la tenue d'ateliers ouverts, de répétitions ou de débats publics, l'expression régulière des artistes dans les documents produits par l'établissement et favorisent la démultiplication des manifestations artistiques dans et hors les murs de l'institution.

La responsabilité artistique signifie également l'ouverture à d'autres disciplines, comme la danse et les musiques actuelles, que celles qui sous-tendent naturellement l'action des établissements. Il convient donc, après avoir apprécié la réalité de l'ensemble de l'offre artistique sur le territoire d'intervention de la structure, de proposer au public des occasions de rencontrer des formes ou des disciplines qui lui sont trop rarement offertes.

La responsabilité artistique porte également sur la prise en compte de l'intérêt artistique et culturel des rencontres et des croisements de disciplines dans la création des œuvres d'aujourd'hui.

De telles initiatives doivent rechercher l'appui et le concours de partenaires extérieurs, en faisant jouer la solidarité des réseaux entre eux.

La responsabilité artistique, trouve enfin dans la

dimension internationale, à commencer par l'espace européen, un terrain concret d'application. L'action internationale des établissements doit être fondée sur la recherche du pluralisme culturel et du dialogue entre les cultures.

## **2. La responsabilité territoriale**

. L'étendue géographique et le degré de la responsabilité territoriale d'une équipe ou d'une structure artistique dépendent des engagements respectifs des partenaires publics qui la soutiennent.

. Dans le domaine de la création, il est indispensable, en règle générale, que toute nouvelle réalisation à laquelle concourent des fonds publics soit produite en s'assurant du réalisme économique des conditions nécessaires à son exploitation en tournée. L'ampleur ou la singularité des dispositifs scéniques et techniques, par exemple, ne doivent pas être contradictoires avec la nécessité d'une exploitation durable à l'échelle régionale et nationale.

. Concernant la diffusion de proximité (à l'échelle départementale voire régionale), les entreprises doivent pallier l'éloignement d'une partie de la population, en facilitant les déplacements collectifs, mais aussi en sortant de leurs murs avec des formes adaptées, ou encore en collaborant avec d'autres organismes comme les théâtres de villes, les centres culturels, les associations de spectateurs, les festivals.

. Les entreprises soutenues par l'État doivent enfin être perçues et utilisées par la population, à commencer par les jeunes, les étudiants, les groupes d'amateurs, les relais d'opinion, comme des lieux de savoir, de documentation et d'information.

La coopération entre les partenaires artistiques et culturels à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région doit être recherchée et développée. Cette coopération recevra un soutien actif des services de l'État. Il est très souhaitable qu'elle aboutisse à des conventions, entre les organismes de spectacle vivant d'une zone déterminée, par exemple un centre chorégraphique national, une scène nationale, un centre dramatique national, une scène de musiques actuelles, un théâtre lyrique, un conservatoire national de région ou une école nationale de musique, conventions bilatérales ou les associant plus collectivement.

**. L'attention portée à une offre artistique équitable sur un territoire, et à un service régulier offert à sa population, est l'une des missions fondamentales qui justifie le soutien de l'État au fonctionnement des institutions du spectacle vivant.**

## **3. La responsabilité sociale**

. Cette responsabilité s'exerce, au-delà des relations

que chaque organisme entretient avec le public le plus fidèle, par tous les modes d'action susceptibles de modifier les comportements dans cette partie largement majoritaire de la population qui n'a pas pour habitude la fréquentation volontaire des œuvres d'art.

Dans cette perspective, un large réseau de partenaires et de relais inscrits dans la vie professionnelle ou associative, comprenant notamment le secteur socio-éducatif, doit être recherché, voire suscité.

Une politique tarifaire simple, cohérente et attractive constitue également un élément important dans un processus de démocratisation des pratiques d'accès aux institutions et productions du spectacle vivant.

. La sensibilisation, dans le cadre de l'éducation, de nouvelles classes d'âge aux réalités de la pratique et de l'offre artistique doit être une priorité stratégique.

Cette action peut être directe, par l'organisation de rencontres, de stages, de classes culturelles et plus généralement par l'utilisation de toutes les possibilités qu'offrent les procédures partenariales entre l'éducation nationale et la culture, ou indirecte par une large diffusion de documents pédagogiques, un esprit de dialogue et de service identifié en tant que tel par le corps enseignant. Elle doit être une composante régulière et prioritaire de l'activité des institutions, au plus près de leur projet artistique.

Dans le même esprit, des liens particuliers doivent être tissés avec l'Université.

. La responsabilité sociale s'exerce également à l'égard des personnes exclues pour des raisons éducatives, économiques ou physiques. Il est aujourd'hui du devoir civique de chacun des organismes culturels bénéficiant de fonds publics de prendre une part dans l'atténuation des inégalités.

## **4. La responsabilité professionnelle**

Les institutions artistiques et culturelles, chargées de mission d'intérêt général, peuvent constituer des pôles de référence pour les professionnels de leur secteur.

Les compétences, les savoir faire, les espaces de travail et les équipements techniques qu'elles concentrent doivent pouvoir bénéficier :

- aux équipes artistiques ou culturelles situées dans l'environnement géographique, qui n'ont pas toujours de lieu fixe ou dont l'espace de travail est très limité ; toutes les formes de collaboration peuvent être envisagées, du prêt d'espace ou de matériel à la coproduction en passant par l'association, sous forme de stages, ou d'assistantat aux productions et aux autres activités de l'établissement ;

- aux équipes d'amateurs qui souhaitent recevoir des conseils, des informations, parfois une assistance et la possibilité de présenter leur travail à un public

différent, dans un cadre technique professionnel. Enfin, une attention constante doit être consacrée aux jeunes artistes, techniciens ou professionnels de la médiation et de la gestion culturelle, pour lesquels les réseaux institutionnels doivent constituer un espace d'apprentissage et d'insertion privilégié.

### **III - Les règles relatives à la direction et à la gestion des établissements assurant des missions de service public**

La contractualisation avec l'État et les collectivités territoriales sur des missions de service public implique :

- une cohérence entre la définition même de ces missions, les objectifs qu'elles recouvrent et les règles internes de fonctionnement des institutions artistiques et culturelles,
- des responsabilités particulières quant aux règles d'utilisation de l'argent public.

#### **1. Les conditions de nomination des directeurs**

- Le choix des personnes appelées à assurer les responsabilités de direction se fait nécessairement sur un projet d'orientations artistiques, pédagogiques et culturelles ;
- La présentation de ce projet s'inscrit, pour chaque candidat à un poste de directeur, dans le cadre défini par la présente charte et, de manière spécifique, par les textes contractuels engageant l'État et les collectivités territoriales partenaires de l'institution concernée ;
- Selon la nature de l'institution et les statuts qui la régissent, les procédures de nomination prennent des formes variables ; dans tous les cas, la transparence de la procédure et la concertation entre les collectivités publiques impliquées durablement dans le projet doivent être assurées ;
- Certaines nominations peuvent relever de l'autorité directe du ministre chargé de la culture ou appeler son agrément.

#### **2. La responsabilité artistique et culturelle du directeur**

- Le projet d'orientations artistiques du directeur (ou, exceptionnellement, d'une équipe de codirection), adopté par les partenaires publics à l'occasion de sa désignation, contribue à l'élaboration d'un contrat entre ceux-ci et l'établissement, définissant des objectifs précis.
- Le mandat du directeur s'exerce sur la durée déterminée par ce contrat. En règle générale, un contrat peut être renouvelé, après évaluation, à deux reprises au plus.

- Le directeur est pleinement responsable de la conduite et de la réalisation de son projet. Cette responsabilité implique nécessairement une autonomie de décision artistique qui doit être définie statutairement.

- Un bilan annuel d'activité est établi dans des cadres permettant une appréciation et un suivi au niveau national de l'ensemble des établissements de même nature.

- L'évaluation des résultats obtenus sur la durée d'un mandat et d'une convention ou d'un contrat d'objectifs est assurée, notamment, par une mission d'inspection du ministère chargé de la culture, préalablement à la fin de ce mandat et à toute décision sur son éventuel renouvellement.

#### **3. Les responsabilités financières et de gestion du directeur**

- Les décisions artistiques, sociales et techniques sont prises avec le souci de maîtriser les coûts de production, d'accueil et de gestion dans le plus juste rapport aux objectifs artistiques et culturels.

- Dans la gestion de l'entreprise et les arbitrages budgétaires internes, la priorité doit être donnée à la valorisation du budget artistique et aux dépenses directement liés à la production, et plus particulièrement à l'emploi artistique.

- L'équilibre de la gestion est une obligation pour les responsables des institutions artistiques et culturelles. Il doit être absolument réalisé au terme de l'exercice qui marque la fin du mandat du directeur.

- L'apparition de tout déséquilibre financier doit faire l'objet, dans les délais les plus courts, d'une proposition de redressement de la part du directeur.

- Les conventions liant l'établissement aux financeurs publics doivent prévoir les conditions d'information de ceux-ci sur les résultats de la gestion, selon des cadres analytiques définis au niveau national pour l'ensemble des établissements, ainsi que des procédures d'alerte en cas de difficultés imprévues.

- La responsabilité des administrateurs pouvant être engagée au même titre que celle des directeurs, il peut être prévu, contractuellement avec l'État, ou statutairement, que le choix de leur désignation fasse l'objet d'un agrément du ministère chargé de la culture.

- Les grilles de salaires, notamment pour les entreprises qui ne sont pas régies par une convention collective de branche, doivent être soumises à l'approbation des instances délibératoires et de tutelle.

#### **4. Le statut et la rémunération des dirigeants des entreprises**

- La direction des institutions représente une charge à plein temps. Les cumuls d'emplois et de rémunérations



sont donc exceptionnels et, en tout état de cause, précisés dans le contrat et conformes aux règles fixées par le décret-loi du 29 octobre 1936. Ce principe entraîne une obligation de résidence dans la région, ou de présence contractuellement définie.

- La rémunération au titre de l'activité au sein de l'entreprise artistique et culturelle prend normalement la forme d'un seul salaire rémunérant l'ensemble des responsabilités assumées, artistiques ou autres.

- Le niveau et les éventuelles modalités particulières de la rémunération fixés par le contrat peuvent être soumis à un comité réunissant les représentants de l'État et des principales collectivités publiques partenaires.

Dans les cas où, statutairement, la détermination de la rémunération emprunte d'autres procédures, un plafond de rémunération pourra être fixé par le ministère chargé de la culture.

### **5. Le suivi des coûts de production et de diffusion**

Les contrats liant l'État à des entreprises assurant des responsabilités de production artistique, ou gérant des masses artistiques permanentes, doivent préciser le niveau recherché des indicateurs économiques et financiers les plus appropriés au suivi propre à chaque type d'entreprises.

À titre d'exemple :

- le niveau du budget artistique ;
- la part minimale consacrée à la production et la part maximale affectée à des productions propres des directeurs artistiques ;
- la part des salaires artistiques dans la masse salariale globale, ou un nombre minimal de paiement de mois de salaires artistiques ;

Une transparence totale doit être assurée sur le coût de vente des spectacles proposés en tournée.

### **6. L'application des réglementations**

Les entreprises visées par la présente charte ont pour règle et pour obligation d'adopter une attitude exemplaire de respect des réglementations érigées par l'État, qu'elles s'appliquent à toute entreprise et tout citoyen, ou qu'elles soient spécifiques au spectacle vivant (réglementation des entrepreneurs de spectacles, régime des intermittents du spectacle, règles relatives au droit d'auteur notamment).

### **Arrêté du 13 novembre 1998 portant nomination au Comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture ;

Vu le décret n° 71-328 du 29 avril 1971 portant

règlement organique du Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Arrête

**Art.1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du Comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, sur la proposition du directeur de l'établissement, pour l'année scolaire 1998-99 :

- Mme Denise Gence
- M. Eugène Durif
- M. Félix Ascot
- M. Hervé Basle
- M. Jacques Fansten

**Art. 2.** - Sont nommés membres du Comité supérieur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, pour l'année scolaire 1998-99 :

- M. André Engel, directeur du Centre dramatique national de Savoie ;
- Mme Irène Ajer, inspecteur général de la création et des enseignements artistiques.

Pour la ministre et par délégation  
Le directeur de la musique, de la danse,  
du théâtre et des spectacles  
Dominique Wallon

### **Arrêté du 8 janvier 1999 relatif à la création de la commission nationale consultative d'aide à la création d'œuvres dramatiques**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n°82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1974 relatif à l'aide aux auteurs ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 1995 instituant une commission nationale consultative d'aide à la création dramatique ;

Sur la proposition du directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ;

Arrête

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Il est institué auprès du directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles une commission nationale consultative d'aide à la création d'œuvres dramatiques dont la composition est fixée par arrêté du ministre en charge de la culture. Les membres de cette commission sont nommés pour une période de deux ans renouvelable et réunis deux fois par an.

**Art. 2.** - La commission nationale consultative d'aide à la création d'œuvres dramatiques est chargée d'examiner les demandes d'aide concernant :

- 1° - des œuvres originales directement écrites en langue française et n'ayant jamais fait l'objet de représentations publiques en France, sur présentation des manuscrits, la demande étant déposée par l'auteur ;

2° - des traductions en langue française d'œuvres théâtrales étrangères, d'auteurs vivants ou décédés depuis moins de 70 ans, et n'ayant jamais fait l'objet de représentations publiques en France, à la condition qu'il s'agisse de la première traduction des œuvres concernées, et sur présentation de manuscrits, la demande étant déposée par le traducteur ;

3° - la première reprise d'œuvres originales directement écrites en langue française, ayant obtenu l'aide à la création depuis 1967 ou ayant été jouées la première fois dans le cadre d'un théâtre national ou d'un centre dramatique national ; l'auteur doit être vivant ou décédé depuis moins de 70 ans ; en outre, ces pièces doivent être montées dans de nouvelles mises en scène et par des équipes artistiques différentes de celles qui en ont assuré la première création, la demande étant déposée par une structure théâtrale professionnelle ;

4° - des projets de spectacles dont la dramaturgie, non exclusivement textuelle, peut faire appel à des expressions artistiques multiples, sur présentation d'un dossier détaillé établi par le concepteur, la demande étant déposée par une structure artistique professionnelle.

**Art. 3.** - La commission propose, en faveur des dossiers qu'elle a retenus, soit une aide au montage, soit une aide d'encouragement, dans les conditions définies aux articles 4 et 5 du présent arrêté.

**Art. 4.** - L'aide au montage permet de faciliter la production de spectacles dont la représentation publique apparaît prioritaire, et d'en distinguer les auteurs. Elle peut être accordée à l'ensemble des demandes visées à l'article 2 du présent arrêté. Elle comprend l'aide à la production et, le cas échéant, l'aide forfaitaire à l'auteur, au traducteur ou au concepteur.

L'aide au montage, dont le montant prévisionnel est fixé en fonction des caractéristiques propres au spectacle, notamment l'effectif artistique requis, est susceptible d'être versée à la structure théâtrale professionnelle qui s'engage formellement à monter la pièce, en accord avec l'auteur ou le traducteur. Le versement de cette aide est conditionné à la présentation, dans un délai de trois ans suivant l'envoi de la lettre confirmant l'intention de l'administration, d'un dossier artistique et financier, assorti d'un engagement de la structure d'assurer un minimum de vingt représentations du texte ou du projet concerné. En cas de non-respect des engagements pris, le remboursement de tout ou partie de l'aide peut être exigé.

Sauf pour les demandes visées au 3° de l'article 2 du présent arrêté, il est versé une aide forfaitaire directement à l'auteur, au traducteur ou au concepteur. L'aide forfaitaire est versée lors de l'exercice budgétaire au cours duquel se tient la commission ayant

émis la proposition et est définitivement acquise au bénéficiaire. Elle ne peut en aucun cas être versée à un ayant-droit. Son montant est fixé à 10 000 francs. Si l'œuvre résulte de la collaboration de plusieurs auteurs, traducteurs ou concepteurs, la répartition de l'aide forfaitaire est effectuée en fonction d'une déclaration commune comportant les renseignements permettant de déterminer l'importance de la contribution personnelle de chacun d'eux.

**Art. 5.** - L'aide d'encouragement concerne des auteurs au stade de leurs premières œuvres dramatiques, dont l'écriture apparaît prometteuse, sans pour autant justifier une aide au montage. Elle ne peut être accordée qu'aux demandes visées au 1° de l'article 2 du présent arrêté. Elle est versée directement à l'auteur lors de l'exercice budgétaire au cours duquel se tient la commission ayant émis la proposition et est définitivement acquise au bénéficiaire. Elle ne peut en aucun cas être versée à un ayant-droit. Elle ne peut être versée qu'une fois à la même personne. Son montant est fixé à 30 000 francs. Si l'œuvre résulte de la collaboration de plusieurs auteurs, la répartition de l'aide d'encouragement est effectuée en fonction d'une déclaration commune comportant les renseignements permettant de déterminer l'importance de la contribution personnelle de chacun d'eux.

**Art. 6.** - Par dérogation au 1° de l'article 2, les ayants-droit d'un auteur décédé depuis moins de 70 ans peuvent déposer une demande d'aide au montage. Ils ne peuvent prétendre à bénéficier ni de l'aide d'encouragement ni de l'aide forfaitaire.

**Art. 7.** - Le bureau en charge des auteurs à la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles assure le secrétariat de la commission.

**Art. 8.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est autorisé à confier par convention la gestion de tout ou partie du dispositif financier afférent à ces aides à la société des auteurs et compositeurs dramatiques.

**Art. 9.** - L'arrêté susvisé du 30 avril 1974 est abrogé.

**Art. 10.** - L'arrêté susvisé du 2 janvier 1995 est abrogé.

**Art. 11.** - Les membres de la commission d'aide à la création dramatique nommés par arrêté du 23 décembre 1998 sont nommés membres de la commission visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté jusqu'au 15 septembre 2000.

**Art. 12.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La ministre de la culture et de la communication  
Catherine Trautmann

## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

### **Décision n° 2217 du 26 novembre 1998 portant nomination de la directrice de l'action éducative et des publics (DAEP)**

Le Président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;  
Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;  
Vu la décision du 17 avril 1998 portant création de la direction de l'action éducative et des publics ;

Décide

**Art.1<sup>er</sup>** . - Mme Anne-Michèle Ulrich est nommée directrice de l'action éducative et des publics.

**Art. 2.** - Cette décision s'applique à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1998.

Le Président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Jean-Jacques Aillagon

### **Décision n° 2240-N du 2 décembre 1998 portant modification de la décision n° 921 du 17 juin 1998 portant délégation de signature**

Le Président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 17 juin 1998 portant délégation de signature,

Vu les décisions du 25 novembre 1998 nommant :

- Mme Josette Lelange, responsable administratif et financier du Musée national d'art moderne/Centre de création industrielle,
- Mme Bakta Thirorde, responsable administratif et financier de la direction de l'action éducative et des publics,
- Melle Marianne Noël, responsable du service administratif et financier de la direction de la production,

Vu la décision du 26 Novembre 1998 nommant Mme Anne-Michèle Ulrich directrice de l'action éducative et des publics,

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>** . - Les articles 3, 4, 5 et 7 de la décision du 17 Juin 1998 sont modifiés comme suit :

#### Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume

Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Aurand, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du MNAM/CCI et du directeur du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20 000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, la même délégation est donnée à M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, pour les matières relevant de ses compétences.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à M. Harouth Bezdjian, adjoint au directeur de la production chargé du service audiovisuel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directeur de la production, et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs et décisions dérogatoires.

En cas d'absence de Mme Sophie Aurand, directeur de la production et de M. Fabrice Merizzi, adjoint au directeur de la production, délégation de signature est donnée à Melle Marianne Noël attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- tous actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, à l'exception des marchés et avenants et leurs

notes de transmission au contrôleur financier, et des contrats et conventions avec les partenaires institutionnels.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur-adjoint chargé des collections, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle, délégation est donnée à M. Bernard Blistène, directeur-adjoint chargé de la création contemporaine et de la coordination des activités temporaires, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-Centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur adjoint, délégation est donnée à Mme Laurence Camous, chef du service de la documentation générale à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne-

Centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directeur adjoint, délégation est donnée à Mme Josette Lelange, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, actes d'engagement de dépenses et contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats, conventions, accords, courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, les mêmes pièces.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les ordres de service sur marchés notifiés ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Bakta Thirode, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150 000 Frs ;
- les certificats administratifs.

**Art. 2 . -** La présente décision prend effet au 1<sup>er</sup> décembre 1998.

Le Président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Jean-Jacques Aillagon

# Mesures d'information

## Décision de justice intéressant le ministère de la culture

**Arrêt du Conseil d'État du 30 décembre 1998 M. Alcamo. Requêtes n° 199563 et 199564.**

*M. Alcamo, chargé d'études documentaires a saisi le juge administratif afin qu'il annule les décisions du ministre de la culture du 5 mai 1997 procédant à la création d'un emploi de chargé de mission à la direction des affaires culturelles de Midi-Pyrénées et du 19 juin 1997 nommant M. Radi sur cet emploi et la décision du directeur régional des affaires culturelles de Midi-Pyrénées nommant M. Radi responsable du centre de responsabilité de cette direction.*

*Le Conseil d'État a rejeté ces requêtes considérant que l'intéressé ne justifiait pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir.*

*Selon une règle qui s'applique aux différents recours contentieux administratif, le recours pour excès de pouvoir n'est recevable que, si celui qui l'exerce, a intérêt à demander l'annulation de l'acte attaqué.*

*La jurisprudence considère que pour apprécier l'accomplissement de la condition d'intérêt, il y a lieu de considérer d'une part l'incidence de l'acte attaqué sur le requérant, d'autre part la situation du requérant par rapport à l'acte. En l'espèce, les décisions attaquées ne portant pas atteinte aux droits statutaires de M. Alcamo ni aux prérogatives de son corps, il ne justifiait donc pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir.*

Le Conseil d'État statuant au Contentieux  
(Section du contentieux, 3ème sous-section),

Vu 1°, sous le n° 199563, l'ordonnance du président du tribunal administratif de Toulouse en date du 28 août 1998, enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État le 14 septembre 1998 et renvoyant au Conseil d'État par application des dispositions de l'article R. 68 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, la demande enregistrée le 20 juillet 1998, présentée à ce tribunal par M. Michel Alcamo, demeurant 7, Les Hauts de Caudeval à Malras (11300) et tendant à ce qu'il annule et déclare nulles et non avenues, - la décision du 5 mai 1997 du ministre de la culture procédant à la création d'un emploi de chargé de mission à la direction des affaires culturelles de Midi-Pyrénées, - la décision du 19 juin 1997 du ministre de la culture nommant M. Hamid Radi sur cet emploi, - la décision du 22 septembre 1997 du directeur régional des affaires culturelles de Midi-Pyrénées nommant M. Radi responsable du centre de responsabilité de cette direction ;

.....

Vu 2°, sous le n° 199564, l'ordonnance du président du tribunal administratif de Toulouse en date du 28 août 1998, enregistrée au secrétariat du contentieux

du Conseil d'État le 14 septembre 1998 et renvoyant au Conseil d'État par application des dispositions de l'article R. 68 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, la demande enregistrée le 20 juillet 1998, présentée à ce tribunal par M. Michel Alcamo demeurant 7, Les Hauts de Caudeval à Malras (11300), et tendant à ce qu'il prononce le sursis à exécution, - de la décision du 5 mai 1997 du ministre de la culture procédant à la création d'un emploi de chargé de mission à la direction des affaires culturelles de Midi-Pyrénées, - de la décision du 19 juin 1997 du ministre de la culture nommant M. Hamid Radi sur cet emploi, - de la décision du 22 septembre 1997 du directeur régional des affaires culturelles de Midi-Pyrénées nommant M. Radi responsable du centre de responsabilité de cette direction ;

Vu les autres pièces des dossiers ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 et la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 ;

Après avoir entendu en audience publique :

- le rapport de M. Stefanini, Conseiller d'État,

- les conclusions de M. Stahl, Commissaire du Gouvernement ;

Considérant que les requêtes susvisées émanent du même requérant et présentent à juger la même question de droit ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision ;

Considérant que M. Alcamo conteste, par la voie du recours pour excès de pouvoir, quatre décisions du ministre de la culture en date, respectivement du 5 mai 1997, du 19 juin 1997, du 22 septembre 1997 et du 10 août 1998 ; que par la première, intitulée «avis de vacance», le ministre de la culture se borne à définir la localisation et les caractéristiques d'un emploi nouveau qu'il a décidé d'ouvrir à la direction régionale des affaires culturelles de Midi-Pyrénées ainsi que les qualités requises pour le remplir et les conditions dans lesquelles il y sera pourvu ; que par la deuxième, intitulée «décision d'affectation»,

le ministre procède à l'affectation d'un agent à la direction régionale des affaires culturelles susindiquée ; que par la troisième, le directeur régional des affaires culturelles de Midi-Pyrénées informe les chefs de service placés sous son autorité, du recrutement susévoqué et des missions confiées à l'agent recruté ; qu'enfin, par la dernière, le ministre refuse de rapporter les décisions susanalysées ; qu'aucune de ces mesures d'organisation du service ne porte atteinte aux droits statutaires de M. Alcamo, ni aux prérogatives de son corps ; que dès lors, l'intéressé ne justifie pas d'un intérêt lui donnant qualité pour agir ; que par suite, ses requêtes doivent être rejetées ;

Décide

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les requêtes de M. Alcamo sont rejetées.

**Art. 2.** - La présente décision sera notifiée à M. Michel Alcamo et au ministre de la culture et de la communication.

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### NOVEMBRE 1998

#### JO n° 255 des 2 et 3 novembre 1998

Page 16600 Décret n° 98-981 du 30 octobre 1998 portant statut de l'École nationale supérieure des arts décoratifs.

Page 16603 Décret du 2 novembre 1998 portant délégation de signature (M. Barré François).

Page 16603 Arrêtés du 16 octobre 1998 relatifs à l'octroi de dispenses d'assurance (exposition *Dans l'intimité de Victor Hugo*).

Page 16603 Arrêté du 19 octobre 1998 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Liban, l'autre rive*).

Page 16620 Arrêté du 19 mars 1998 portant nomination de la commission nationale consultative de la commande publique.

Page 16620 Arrêté du 7 octobre 1998 portant nomination à la commission nationale consultative de la commande publique.

Page 16620 Arrêté du 15 octobre 1998 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites du personnel de la Comédie-Française.

#### JO n° 256 du 4 novembre 1998

Page 16649 Arrêté du 26 octobre 1998 instituant un Grand Prix national Musées et patrimoine.

#### JO n° 257 du 5 novembre 1998

Page 16722 Arrêté du 28 octobre 1998 portant création d'une commission consultative paritaire compétente

pour les agents contractuels du ministère chargé de la culture recrutés en application de l'article 4 ou régis par les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Page 16731 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### Conventions collectives

Page 16734 Arrêté du 26 octobre 1998 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### JO n° 258 du 6 novembre 1998

##### Premier ministre

Page 16769 Circulaire du 5 novembre 1998 relative aux dispositions à prendre par les administrations de l'État et les organismes placés sous contrôle de l'État dans la perspective du passage à l'an 2000 des systèmes informatiques et des systèmes techniques utilisant des dispositifs microprogrammés.

##### Culture

Page 16806 Arrêté du 25 août 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Lille et des régions Nord.

Page 16806 Arrêté du 21 septembre 1998 portant approbation du compte financier pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-Tolbiac.

Page 16806 Arrêté du 29 octobre 1998 fixant les règles d'organisation et de déroulement de l'examen

professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal de 2<sup>ème</sup> classe des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication.

Page 16816 Arrêté du 22 octobre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

#### **JO n° 259 du 7 novembre 1998**

##### **Économie, finances et industrie**

Page 16861 Arrêté du 30 octobre 1998 portant répartition de crédits (culture et communication : titre III).

##### **Conventions collectives**

Page 16870 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 260 du 8 novembre 1998**

Page 16904 Décret n° 98-1009 du 6 novembre 1998 relatif au fonds d'aide au portage de la presse.

#### **JO n° 261 des 9 et 10 novembre 1998**

##### **Premier ministre**

Page 16938 Circulaire du 9 novembre 1998 relative à la procédure de suivi de la transposition des directives communautaires en droit interne.

#### **JO n° 262 du 11 novembre 1998**

Page 17053 Arrêté du 24 septembre 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (Mme Mouret Michèle, épouse Rougier).

Page 17053 Arrêté du 27 octobre 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Maj Charles).

#### **JO n° 263 des 12 et 13 novembre 1998**

Page 17098 Arrêtés du 28 octobre 1998 relatifs à l'insaisissabilité des biens culturels (exposition *1917-1991. La photographie soviétique miroir de son temps*).

Page 17113 Décret du 10 novembre 1998 portant nomination du délégué aux arts plastiques (M. Amsellem Guy).

Page 17113 Décret du 10 novembre 1998 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. de Canchy Jean-François).

#### **JO n° 264 du 14 novembre 1998**

Page 17172 Arrêtés du 21 octobre 1998 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (expositions *Georges Braque* et *Rembrandt et Amsterdam*).

Page 17172 Arrêtés du 28 octobre 1998 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Giambattista Tiepolo*).

Page 17173 Arrêté du 2 novembre 1998 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif à la connaissance de devenir professionnel des anciens élèves de l'École nationale

supérieure des beaux-arts diplômés entre 1992 et 1997.  
Page 17173 Arrêté du 3 novembre 1998 fixant la liste des publications périodiques visées au titre 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 17190 Arrêté du 3 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

#### **JO n° 266 des 16 et 17 novembre 1998**

Page 17314 Arrêté du 2 novembre 1998 portant agrément de l'école de danse de l'Opéra de Paris pour assurer la formation des artistes chorégraphiques.

Page 17314 Arrêté du 2 novembre 1998 portant habilitation d'établissements à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse.

Page 17315 Arrêté du 2 novembre 1998 portant fin d'habilitation d'établissements à former au diplôme d'État de professeur de danse.

##### **Fonction publique**

Page 17323 Décret n° 98-1030 du 6 novembre 1998 modifiant le décret n° 85-607 du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires de l'État.

Page 17323 Décret n° 98-1031 du 6 novembre 1998 modifiant le décret n° 75-205 du 26 mars 1975 pris pour l'application de l'article 43 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente aux agents civils non titulaires de l'État et des établissements publics de l'État n'ayant pas le caractère industriel et commercial.

Page 17324 Décret n° 98-1032 du 6 novembre 1998 modifiant le décret n° 81-334 du 7 avril 1981 relatif à la formation professionnelle continue des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 65-836 du 24 septembre 1965.

##### **Culture**

Page 17331 Arrêté du 30 octobre 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (Mme Brenon Annie Claire).

Page 17331 Arrêté du 2 novembre 1998 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse.

Page 17331 Arrêté du 5 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Page 17331 Arrêté du 6 novembre 1998 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs du patrimoine).

#### **JO n° 267 du 18 novembre 1998**

Page 17375 Arrêté du 5 novembre 1998 portant

approbation du bilan de la Comédie-Française pour l'exercice 1997.

Page 17375 Arrêté du 5 novembre 1998 relatif au budget du Théâtre national de la Colline pour l'exercice 1998.

Page 17375 Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par les services du Premier ministre.

Page 17375 Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

Page 17376 Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Page 17376 Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

#### **Conventions collectives**

Page 17387 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 17387 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Nord-Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 268 du 19 novembre 1998**

##### **Économie, finances et industrie**

Page 17430 Arrêtés du 2 novembre 1998 portant transfert de crédits (culture et communication : titre III, p. 17430, 17431, 17432).

Page 17435 Arrêté du 18 novembre 1998 portant annulation de crédits (culture et communication : budgets civils : titres III, IV et VI, p. 17437 et 17441).

##### **Culture**

Page 17447 Décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998 portant modification de la partie Réglementaire du code de la propriété intellectuelle.

Page 17450 Décret n° 98-1041 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-1 et L. 217-2 du code de la propriété intellectuelle.

Page 17455 Décret n° 98-1042 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3 du code de la propriété intellectuelle.

Page 17452 Arrêté du 10 novembre 1998 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale versés aux Archives nationales par le ministère de l'équipement, des transports et du logement.

#### **JO n° 269 du 20 novembre 1998**

Page 17529 Décret n° 98-1047 du 18 novembre 1998 relatif à l'emploi de chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.

Page 17530 Arrêté du 5 novembre 1998 portant création de la commission administrative compétente à l'égard du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

#### **Fonction publique**

Page 17531 Décret n° 98-1048 du 18 novembre 1998 relatif à l'évaluation des politiques publiques.

#### **Culture**

Page 17535 Décret du 18 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-télévision française pour l'outre-mer (Mme Moati Sophie).

#### **JO n° 270 du 21 novembre 1998**

Page 17605 Arrêté du 3 novembre 1998 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Jeannin Yves).

Page 17605 Arrêté du 4 novembre 1998 portant nomination du conseil d'administration provisoire de l'école d'architecture de Marne-la-Vallée.

Page 17605 Arrêté du 12 novembre 1998 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse.

#### **JO n° 272 des 23 et 24 novembre 1998**

Page 17729 Arrêté du 9 novembre 1998 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Goya, un regard libre*).

Page 17738 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **Conventions collectives**

Page 17741 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 274 du 26 novembre 1998**

Page 17849 Arrêté du 16 novembre 1998 portant approbation du compte financier de l'Établissement public du Grand Louvre pour l'exercice 1998.

Page 17855 Décret du 24 novembre 1998 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (M. Boell Denis-Michel).

Page 17855 Arrêté du 5 novembre 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble (M. Guillaud Hubert).



Page 17855 Arrêté du 9 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Page 17855 Arrêté du 17 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public du parc de La Villette (M. Scanvic Frédéric, Mme Portier Cécile).

Page 17856 Arrêté du 18 novembre 1998 relatif à une situation administrative (administration centrale) (M. Marguerin Jean-François).

#### **Fonction publique**

Page 17857 Décret du 24 novembre 1998 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (M. Scanvic Frédéric).

#### **Conventions collectives**

Page 17857 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 17858 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Rhône, Ain, Loire, Ardèche et Drôme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 275 du 27 novembre 1998**

Page 17923 Décret du 26 novembre 1998 portant délégation de signature (M. Pierrard Patrick).

Page 17923 Arrêté du 4 novembre 1998 modifiant la liste des sites archéologiques d'intérêt national.

#### **JO n° 276 du 28 novembre 1998**

Page 17990 Décret du 23 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-France internationale (M. Barry Simon).

Page 17990 Décret du 23 novembre 1998 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Mouton Benjamin).

#### **JO n° 277 du 29 novembre 1998**

##### **Économie, finances et industrie**

Page 18042 Arrêté du 24 novembre 1998 portant annulation de crédits (culture et communication : titre V).

##### **Culture**

Page 18047 Décret du 27 novembre 1998 approuvant la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Lyon (Rhône).

Page 18051 Décrets du 27 novembre 1998 portant nomination (écoles d'architecture) (MM. Chemetoff Alexandre et Hartmann Thomas).

#### **JO n° 278 des 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1998**

Page 18115 Décret du 30 novembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale (M. Cluzel Jean-Paul).

Page 18115 Arrêté du 16 novembre 1998 portant

nomination du directeur de l'École nationale des métiers de l'image et du son (M. Alaux Gérard).

#### **DÉCEMBRE 1998**

#### **JO n° 279 du 2 décembre 1998**

Page 18168 Arrêté du 24 novembre 1998 portant désignation des personnes responsables des marchés passés par les directions et services de l'administration centrale.

Page 18169 Arrêté du 27 novembre 1998 portant délégation de signature (M. Amsellem Guy).

Page 18180 Arrêté du 18 novembre 1998 portant inscription à un tableau d'avancement (administration générale : ingénieur de recherche de 1<sup>ère</sup> classe).

#### **Conventions collectives**

Page 18182 Arrêté du 23 novembre 1998 portant extension d'un accord départemental (Landes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 280 du 3 décembre 1998**

##### **Premier ministre**

Page 18214 Décret n° 98-1083 du 2 décembre 1998 relatif aux simplifications administratives.

##### **Emploi et solidarité**

Page 18218 Arrêté du 25 novembre 1998 relatif à des licences d'agent artistique.

##### **Culture**

Page 18233 Arrêté du 5 octobre 1998 portant inscription sur une liste d'aptitude (administration générale : ingénieur de recherche).

#### **Conventions collectives**

Page 18235 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 18235 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 18235 Avis relatifs à l'extension d'accords départementaux (Aisne) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 281 du 4 décembre 1998**

Page 18260 Arrêté du 25 novembre 1998 relatif à l'organisation de l'inspection générale de la direction de l'architecture et du patrimoine.

#### **JO n° 282 du 5 décembre 1998**

##### **Fonction publique**

Page 18369 Décret n° 98-1092 du 4 décembre 1998 modifiant les décrets n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif

aux commissions administratives paritaires et n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires.

### **Culture**

Page 18376 Arrêté du 13 novembre 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Étienne (M. Dutreuil Jean-Michel).

Page 18376 Arrêté du 20 novembre 1998 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Page 18376 Arrêté du 27 novembre 1998 portant nomination au Haut Comité des célébrations nationales (M. Leclant Jean).

Page 18376 Décision du 18 novembre 1998 portant nomination à la commission du soutien sélectif à la distribution d'œuvres cinématographiques de longue durée de qualité, d'origine française ou étrangère (Mme Fleurent Mima).

### **JO n° 283 du 6 décembre 1998**

#### **Économie, finances et industrie**

Page 18414 Décret du 4 décembre 1998 portant nomination à la Commission nationale d'équipement commercial siégeant en matière cinématographique (Mme Mariani-Ducray Francine).

### **JO n° 284 des 7 et 8 décembre 1998**

Page 18443 Arrêté du 4 décembre 1998 relatif aux modalités d'élection des membres au conseil d'administration de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

### **JO n° 285 du 9 décembre 1998**

#### **Économie, finances et industrie**

Page 18522 Arrêté du 19 novembre 1998 portant transfert de crédits (culture et communication : titre III : cotisations sociales, part de l'État).

#### **Éducation nationale**

Page 18537 Décret du 7 décembre 1998 portant approbation d'une élection à l'Institut de France (MM. Messmer Pierre, chancelier, Landowski Marcel, chancelier honoraire).

### **Culture**

Page 18540 Décret du 8 décembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 2 (M. Pain Jean-Luc).

Page 18540 Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1998 portant détachement (administration centrale) (Mme Wellhoff Marie-Christine).

### **JO n° 287 du 11 décembre 1998**

#### **Premier ministre**

Page 18639 Décret n° 98-114 du 10 décembre 1998 fixant les tarifs des abonnements et prix de vente au numéro des publications éditées par la Direction

des Journaux officiels.

Page 18640 Décret n° 98-1115 du 10 décembre 1998 fixant le tarif des annonces et insertions au *Journal officiel*.

### **Culture**

Page 18668 Arrêté du 14 octobre 1998 relatif à l'aliénation d'un terrain.

Page 18668 Arrêté du 18 novembre 1998 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Goya, un regard libre*).

Page 18668 Arrêté du 23 novembre 1998 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit de la commune de Marseille pour une exposition (*Cinquante espèces d'espaces, collections du centre Georges-Pompidou*).

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (corps des chargés d'études documentaires).

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 portant approbation du compte financier du musée Rodin pour l'exercice 1995.

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 portant approbation du compte financier du musée Rodin pour l'exercice 1996.

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 portant approbation du compte financier du musée Rodin pour l'exercice 1997.

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 relatif au budget du musée Rodin pour l'exercice 1997.

Page 18668 Arrêté du 30 novembre 1998 relatif au budget du musée Rodin pour l'exercice 1998.

### **JO n° 288 du 12 décembre 1998**

Page 18731 Arrêté du 21 septembre 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Page 18731 Arrêté du 21 septembre 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 18731 Arrêté du 25 septembre 1998 portant approbation du compte financier pour 1997 de l'école d'architecture de Paris-Villemin.

Page 18731 Arrêté du 4 novembre 1998 relatif au budget pour 1998 de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand.

### **JO n° 290 des 14 et 15 décembre 1998**

#### **Conventions collectives**

Page 18851 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 291 du 16 décembre 1998**

#### **Intérieur**

Page 18897 Décret du 9 décembre 1998 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (Les Amis de la cathédrale de Chartres).

**JO n° 292 du 17 décembre 1998**

Page 19064 Arrêté du 30 novembre 1998 relatif au budget du musée Rodin pour l'exercice 1995.

Page 19064 Arrêté du 30 novembre 1998 relatif au budget du musée Rodin pour l'exercice 1996.

Page 19075 Arrêté du 8 décembre 1998 portant détachement (administration centrale) (M. Chougnat Jean-François).

Page 19075 Décision du 12 novembre 1998 portant nomination du président et des membres de la commission des prix de qualité prévue par l'article 8 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959 modifié.

**JO n° 293 du 18 décembre 1998**

Page 19141 Arrêté du 7 décembre 1998 portant approbation du compte financier du Conservatoire national supérieur d'art dramatique pour l'exercice 1997.

Page 19141 Arrêté du 7 décembre 1998 relatif au budget du Centre national du livre pour l'exercice 1998.

Page 19141 Arrêté du 11 décembre 1998 portant délégation de signature (M. Godderidge Jean-Paul).

**Fonction publique**

Page 19144 Décret n° 98-1156 du 16 décembre 1998 modifiant des dispositions statutaires communes applicables à certains corps de catégorie C des administrations de l'État.

**Conventions collectives**

Page 19157 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

**JO n° 294 du 19 décembre 1998**

Page 19211 Arrêté du 7 décembre 1998 relatif au règlement financier et comptable et au contrôle financier de l'Union centrale des arts décoratifs.

**JO n° 295 du 20 décembre 1998****Fonction publique**

Page 19308 Arrêté du 18 décembre 1998 fixant la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil établie au titre de l'année 1998 (culture : M. Bord Michel).

**JO n° 297 du 23 décembre 1998**

Page 19452 Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1998 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-Val-de-Marne (M. Picquenard Gilbert).

Page 19452 Arrêté du 7 décembre 1998 portant nomination au conseil d'orientation du Centre national des arts plastiques (M. Belloc Pierre).

Page 19452 Arrêté du 14 décembre 1998 portant nomination (services départementaux de l'architecture et du patrimoine : Ardennes) (Mme Mezureux Nathalie).

Page 19452 Arrêté du 14 décembre 1998 portant

nomination au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (M. Cavada Jean-Marie).

**Conventions collectives**

Page 19456 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 19456 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Landes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 298 du 24 décembre 1998****Premier ministre**

Page 19487 Circulaire du 17 décembre 1998 relative à la diffusion de données juridiques sur les sites Internet des administrations.

**Culture**

Page 19515 Arrêté du 11 décembre 1998 relatif aux conditions d'admission des élèves, à la durée des études, aux modalités des examens et d'attribution des diplômes de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Page 19521 Arrêté du 23 décembre 1998 portant nomination au conseil de surveillance de la Société européenne de programme de télévision (la SEPT/Arte) (M. Tessier Marc).

Page 19521 Arrêtés du 21 décembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (MM. Wallon Dominique et Tessier Marc).

**JO n° 299 des 25 et 26 décembre 1998****Économie et finances**

Page 19566 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur 1998 (Titres III et V : culture et communication p. 19569-19570).

**Culture**

Page 19586 Décret n° 98-1191 du 23 décembre 1998 portant création de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Page 19589 Décret du 23 décembre 1998 portant délégation de signature (M. Scanvic Frédéric).

Page 19589 Arrêté du 15 décembre 1998 relatif au budget du Centre national du livre pour l'exercice 1999.

Page 19589 Arrêté du 16 décembre 1998 modifiant l'arrêté du 12 mai 1997 pris pour l'application des articles 6 et 7 du décret n° 59-733 du 16 juin 1959 et relatif au soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 19622 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1998 portant nomination à la commission prévue au paragraphe V de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié

relatif au soutien financier de l'État à l'industrie de programmes audiovisuels (MM. Bailly Jean-Pierre, Michel Hervé, Moreau Sylvère et Rouilly Jean).

Page 19622 Arrêté du 18 novembre 1998 portant nomination à la commission prévue au paragraphe 1(1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'État à l'industrie de programmes audiovisuels (Mme Glenadel Suzette, MM. Cherki Eddy et Wieder Alain).

Page 19622 Arrêté du 7 décembre 1998 portant nomination des conservateurs stagiaires du patrimoine issus des concours de recrutement organisés au titre de 1998.

#### **JO n° 300 du 27 décembre 1998**

Page 19646 Loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999.

#### **Culture**

Page 19698 Décret du 24 décembre 1998 portant délégation de signature (M. Dupuit Jean-Sébastien, Mme Chatenay-Dolto Véronique).

#### **Fonction publique**

Page 19703 Décret n° 98-1198 du 23 décembre 1998 fixant les conditions d'intégration de certaines catégories d'agents non titulaires dans des corps de fonctionnaires de la catégorie A.

#### **JO n° 301 des 28 et 29 décembre 1998**

Page 19752 Arrêté du 16 novembre 1998 portant affectation d'une partie d'un ensemble immobilier domanial («Camp des Mortemets» à Versailles).

Page 19752 Arrêté du 10 décembre 1998 modifiant l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse, portant composition de la commission nationale prévue audit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse.

#### **JO n° 302 du 30 décembre 1998**

Page 19955 Arrêté du 16 décembre 1998 érigeant divers services de la direction des musées de France en services à compétence nationale.

Page 19955 Arrêté du 16 décembre 1998 érigeant des musées nationaux en services à compétence nationale (en annexe : Liste des comptables assignataires des services à compétence nationale).

Page 19956 Arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le musée des monuments français en service à compétence nationale.

Page 19956 Arrêté du 16 décembre 1998 érigeant le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines en service à compétence nationale.

Page 19957 Arrêté du 16 décembre 1998 relatif à la création du Centre des hautes études de Chaillot.

#### **Premier ministre (mesures nominatives)**

Page 19997 Arrêté du 29 décembre 1998 portant inscription au tableau d'avancement pour le grade d'architecte et urbaniste en chef de l'État au titre de l'année 1998.

Page 19998 Arrêté du 29 décembre 1998 portant promotion au grade d'architecte et urbaniste en chef de l'État au titre de l'année 1998.

Page 19998 Arrêté du 29 décembre 1998 portant inscription et promotion au grade d'architecte et urbaniste de l'État de 1<sup>ère</sup> classe au titre de l'année 1998.

#### **Conventions collectives**

Page 20011 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Île-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

#### **JO n° 303 du 31 décembre 1998**

#### **Premier ministre**

Page 20165 Circulaire du 22 décembre 1998 relative au fonctionnement du comité des publications.

Page 20167 Circulaire du 30 décembre 1998 relative à la procédure de passation des marchés publics : durée de conservation des dossiers présentés par les entreprises soumissionnaires qui n'ont pas été retenues.

#### **Économie, finances et industrie**

Page 20178 Décrets n° 98-1271 à 98-1303 du 30 décembre 1998 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finance pour 1999 (culture pp. 20190-20192 : décret n° 98-1276).

Page 20320 Arrêté du 29 décembre 1998 fixant les taux maxima des indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux agents comptables des services de l'État dotés d'un budget annexe et aux agents comptables d'établissements publics nationaux.

#### **Culture**

Page 20335 Décret du 30 décembre 1998 portant nomination du président de l'Établissement public du musée du quai Branly (M. Martin Stéphane).

Page 20335 Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1998 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Nantes (M. Clément Michel).

Page 20335 Arrêté du 18 décembre 1998 portant nomination au Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire.

#### **Conventions collectives**

Page 20338 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20339 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20339 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20339 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20340 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention

collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20340 Arrêté du 22 décembre 1998 portant extension d'un accord départemental (Aisne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 20342 Arrêté du 22 décembre 1998 portant élargissement d'un accord concernant les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO n° 44 du 2 novembre 1998

Réponses aux questions de :

- M. Claude Birraux sur le moyen de faire respecter l'article 35 de la loi du 30 septembre 1986, et l'arrêté du 27 mars 1993, qui prévoient la mise en conformité technique à la norme UTE C 90-125 des installations audiovisuelles collectives d'immeubles vieilles d'une vingtaine d'années, afin d'accroître leur capacité qualitative et quantitative de réception.  
(Question n° 17734-03.08.1998).

- M. Patrick Delnatte sur les compétences spécifiques prévues pour la mission «cirque» qui, selon l'avis du conseil économique et social des 7-8 juillet 1998, devrait être créée à l'observatoire de l'emploi culturel qui fonctionne au sein du DEP du ministère de la culture.  
(Question n° 18777-07.09.1998).

#### JO n° 45 du 9 novembre 1998

Réponses aux questions de :

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les raisons, non précisées dans la réponse à sa précédente question (n° 16050 - JO n° 33 du 17 août 1998) de l'ajournement de l'inventaire du patrimoine des cantons de Vigy et Montigny-Nord prévu pour le début des années 90, et sur le mode de financement des opérations d'inventaire.  
(Question n° 18660-31.08.1998).

- M. Arthur Paecht sur l'opportunité d'appliquer le principe de l'agrément, garantie de qualification, aux ateliers de restauration des documents d'archives, afin de protéger les municipalités et les départements d'interventions préjudiciables à la bonne conservation des archives qu'il leur incombe de restaurer.  
(Question n° 19481-28.09.1998).

#### JO n° 46 du 16 novembre 1998

Réponses aux questions de :

- Mme Nicole Feidt sur les mesures qui seront prises pour développer l'accès à la musique, à la danse et au théâtre en régions et plus particulièrement dans l'est de la France.

(Question n° 16186-29.06.1998).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les mesures à l'étude au niveau européen qui permettraient d'imposer un niveau de volume sonore constant à la télévision, spécialement au moment de la publicité.  
(Question n° 17689-27.07.1998).

- M. Léonce Deprez sur les perspectives de la diffusion et de l'application de la circulaire tendant à favoriser l'organisation des concerts techno en France, en préparation actuellement en liaison avec le ministère de l'intérieur.

(Question n° 17785-03.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur le taux d'accessibilité des chaînes France 2 et France 3 sur le territoire national par les divers moyens de diffusion existants : réseau hertzien, voies satellitaire analogique et satellitaire numérique, et sur la part de la population bénéficiaire de chacune de ces techniques.

(Question n° 18507-24.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur la marge d'intervention d'un État dans la vente des droits de diffusion télévisuelle des grands événements sportifs, afin d'éviter la mainmise des chaînes payantes sur ces spectacles générateurs d'audience, alors que la directive européenne Télévision sans frontière, qui prévoit l'élaboration d'une liste d'événements majeurs à diffuser en clair, s'applique essentiellement aux diffuseurs.  
(Question n° 18766-07.09.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur l'inadaptation, constatée

par le CSA dans son rapport annuel, de la réglementation électorale au contexte audiovisuel actuel (coexistence de chaînes publiques et privées, temps d'antenne, etc.). (Questions n° 18930-14.09.1998 ; 18931-14.09.1998).

- M. Léonce Deprez sur le financement par les institutions européennes d'une association de l'Yonne, ce qui déclencherait un apport automatique de subventions régionales et nationales, alors qu'elle est classée comme secte dans un récent rapport parlementaire. (Question n° 19112-14.09.1998).

- M. Yves Nicolin sur les risques qu'une reconnaissance constitutionnelle des langues régionales comme "langues officielles de la République" ferait courir à la langue française et à l'unité nationale en favorisant les thèses autonomistes. (Question n° 19319-21.09.1998).

- M. Jean Launay sur l'interprétation jurisprudentielle de l'arrêt dit «CNN» du 6 avril 1994 qui incite la SACEM à réclamer le paiement de droits d'auteur sur les postes de télévision des chambres d'hôtel. (Question n° 19419-21.09.1998).

- MM. Patrick Rimbert et Jean-Marie Morisset sur la volonté de la SACEM d'imposer un droit supplémentaire sur les postes de télévision installés dans les chambres d'hôtels. (Questions n° 19540-28.09.1998 ; 20035-12.10.1998).

- M. Patrick Sève sur l'opportunité d'imprimer sur papier permanent les documents d'État afin d'assurer leur conservation. (Question n° 19742-05.10.1998).

#### **JO n° 47 du 23 novembre 1998**

Réponse à la question de :

- M. Michel Hunault sur l'intention de la ministre de favoriser le développement de bibliothèques pour malvoyants. (Question n° 19718-05.10.1998).

#### **JO n° 48 du 30 novembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur le régime juridique que la ministre souhaite appliquer aux «nouveaux services», afin de déterminer s'ils relèveront du champ d'application de la réglementation audiovisuelle, ou de celui des télécommunications comme ce pourrait être le cas pour le service de «vidéo à la demande». (Question n° 18500-24.08.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'opportunité, afin d'éviter des dérives financières, de faire réaliser des audits d'organismes publics ou parapublics tels que la SACEM. (Questions n° 18563-24.08.1998 ; 19479-28.09.1998).

#### **JO n° 49 du 7 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Louis Mexandeau sur les conditions financières

de la clause d'exclusivité de diffusion des chaînes publiques FR2 et FR3 par le bouquet satellitaire payant TPS, alors que Canal Satellite aurait proposé de les diffuser gratuitement, et sur les perspectives à court et moyen terme de cette exclusivité.

(Question n° 17097-20.07.1998).

- M. Léonce Deprez sur l'état actuel de «l'étude de faisabilité» (*Le Monde* du 10 février 1998) demandée à l'égard du futur musée de l'homme, des arts et des civilisations qui devrait s'installer quai Branly dans une perspective d'ouverture vers 2004 ou 2005. (Question n° 18280-17.08.1998).

- M. Robert Lamy sur la réaction de la ministre, et les actions que le Gouvernement entend mettre en œuvre en réponse à la proposition du rapport *Réponses à la délinquance des mineurs* de mettre en place des restrictions et des contrôles à la vente de produits médias à caractère violent. (Question n° 18369-17.08.1998).

- M. Olivier de Chazeaux sur le souhait du CSA de se voir confier un pouvoir d'arbitrage, ou de régulation économique, en matière de contrôle d'accès audiovisuel (transmission de signaux) aux logiciels de navigation et aux guides de programme électroniques, et si, en l'absence d'une législation en la matière, une mission en ce sens lui sera confiée. (Question n° 18928-14.09.1998).

- M. Yves Nicolin sur les DRAC, et particulièrement la DRAC Rhône-Alpes, dans l'impossibilité par manque de crédits et de personnel de garantir le maintien du rôle de l'État en région depuis qu'une part croissante des missions du ministère leur a été transférée par la déconcentration.

(Question n° 19070-14.09.1998).

- MM. Georges Sarre et Alain Clary sur les dispositions que la ministre entend prendre pour maintenir l'archéologie préventive au sein de la recherche scientifique de secteur public, comme l'ont revendiqué les archéologues durant leur grève, face à l'intention de son collègue de l'industrie de la privatiser et de l'ouvrir à la concurrence.

(Questions n° 20149-12.10.1998 ; 20200-12.10.1998).

- M. Denis Jacquat sur le moyen de soutenir l'adhésion des archéologues au projet annoncé de création d'un "service public et pérenne de l'archéologie", et leur opposition totale à la privatisation de l'archéologie préventive comme y incite l'avis du Conseil de la concurrence.

(Question n° 20233-12.10.1998).

- M. Guy Lengagne sur la nécessité d'instaurer un prix unique du disque pour rééquilibrer le marché entre les grandes surfaces et les disquaires indépendants, menacés de disparition, alors que

leur rôle de découvreurs et de conseil est essentiel.  
(Question n° 20356-19.10.1998).

#### **JO n° 50 du 14 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur la notion de réseau câblé et sur sa définition juridique, sur la notion de lieu d'établissement et sur l'état de transposition de la directive le concernant, sur le maintien dans le «décret câble» du terme de lieu d'émission, impropre au regard du vocable de la directive.

(Question n° 18468-24.08.1998).

- MM. Dominique Paillé, Jean-Pierre Kucheida et Dominique Dupilet sur le moyen de rendre rapidement accessible au million et demi de français handicapés moteur la majorité des salles de cinéma, et tout particulièrement les récents complexes.

(Questions n° 19453-21.09.1998 ; 19920-05.10.1998 ; 20685-26.10.1998).

#### **JO n° 51 du 21 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Pascal Terrasse, Mme Sylvie Andrieux, MM. Daniel Boisserie, Claude Billard, Jean-Claude Lefort et Hubert Grimault sur les enjeux de la réforme en cours de l'archéologie préventive entre service public et privatisation : la qualité scientifique des fouilles, le rôle de l'AFAN, le statut des fouilleurs et leurs effectifs, les faibles moyens de l'État, le risque de privatisation, etc.

(Questions n° 20306-19.10.1998 ; 20307-19.10.1998 ; 20309-19.10.1998 ; 20342-19.10.1998 ; 20360-19.10.1998 ; 20500-19.10.1998).

- M. Guy Hermier sur la nécessité de surseoir, durant la période de réforme de l'archéologie préventive, à l'application des consignes de la Commission nationale de la concurrence, déjà mises en pratique par la DRAC PACA qui a lancé un appel d'offre international pour un chantier à Marseille.

(Question n° 20359-19.10.1998).

- Mme Nicole Feidt sur la politique d'aide financière de l'État en faveur des troupes de théâtre locales, dans le cadre de la décentralisation.

(Question n° 20607-26.10.1998).

#### **JO n° 52 du 28 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Olivier de Chazeaux sur l'analyse du CSA, dans son rapport annuel, appelant à des adaptations législatives et réglementaires, ou à une plus grande marge de manœuvre lors des procédures de conventionnement, en réponse à la multiplication des capacités de diffusion engendrées par les techniques numériques en matière de communication audiovisuelle.

(Question n° 18927-14.09.1998).

- M. Jean-Claude Perez sur l'inquiétude de l'Association Théâtre populaire (ATP) de Carcassonne et de l'Aude pour son avenir, malgré son succès grandissant à l'échelle départementale et même régionale, depuis la baisse des subventions que lui accorde l'État.

(Question n° 19599-28.09.1998).

- M. Claude Birraux sur le souhait de la délégation régionale Rhône-Alpes de l'Union nationale des diffuseurs de presse que l'État soutienne le principe d'un partage plus équitable des gains entre éditeurs et diffuseurs, dans le cadre du 2<sup>ème</sup> plan de modernisation des NMPP.

(Question n° 20804-26.10.1998).

- M. Hubert Grimault sur le moyen de remédier au manque de fonctionnalité du bâtiment de la BNF, qui nuit autant aux conditions de travail des employés qu'aux services qu'attendent les lecteurs.

(Question n° 21067-02.11.1998).

#### **SÉNAT**

#### **JO n° 44 du 5 novembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction de la ministre au plaidoyer de son collègue des affaires étrangères (*Le Monde* du 2 mai 1998) en faveur de l'exportation accrue des programmes français de télévision, dont l'enjeu est économique autant que culturel.

(Question n° 8635-28.05.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la proposition (p.I-23) de l'avis du Conseil économique et social, sur le rapport du 27 mai 1998 intitulé *Le rôle des brevets et des normes dans l'innovation et l'emploi*, d'inciter la presse écrite et de télévision à diffuser régulièrement, en partenariat avec les organismes gestionnaires spécialisés, des informations renforçant la prise de conscience de l'importance des brevets et des normes.

(Question n° 10039-30.07.1998).

- M. Serge Mathieu sur l'état actuel de «l'étude de faisabilité» (*Le Monde* du 10 février 1998) demandée à l'égard du futur musée de l'homme, des arts et des civilisations qui devrait s'installer quai Branly dans une perspective d'ouverture vers 2004 ou 2005.

(Question n° 10722-17.09.1998).

#### **JO n° 45 du 12 novembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Paul Hugot sur la réaction de la ministre, qui avait fait de la déconcentration une action prioritaire de son ministère en 1998, face à l'annulation de 60 millions de francs de crédits de paiement (chapitre 43-30 : Interventions culturelles déconcentrées) figurant à l'arrêté du 29 juin 1998.

(Question n° 9691-19.07.1998).

- M. Georges Gruillot sur les raisons de l'annulation de 60 millions de francs de crédits de paiement sur le chapitre des Interventions culturelles déconcentrées. (Question n° 10250-20.08.1998).

- MM. Alain Dufaut et Georges Gruillot sur les raisons du retard de la parution des décrets d'application de la loi n° 97-17 du 18 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champs de visibilité des édifices classés ou inscrits et prévoyant un recours contre les décisions des architectes des Bâtiments de France.

(Questions n° 10693-17.09.1998 ; 10710-17.09.1998).

- M. Serge Mathieu sur le coût annuel de fonctionnement de quatre grands ensembles culturels parisiens : Bibliothèque nationale de France, Louvre, Opéra et Centre Pompidou.

(Question n° 10721-17.09.1998).

- M. Serge Mathieu sur le montant des subventions accordées par le ministère de la culture au titre des années 1995, 1996 et 1997 aux associations suivantes : Unifrance film, le Théâtre contemporain de la danse (TCD), le Centre français du théâtre (CFT), l'Institut de recherche de la musique actuelle (IRMA) devenu le Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC) et Hors les murs.

(Question n° 10724-17.09.1998).

- M. Jean Faure sur la nécessité de remédier rapidement, par affectation de fonctionnaires ou transfert de crédits, à l'impossibilité des archives départementales, comme celles de l'Isère, de remplir leurs missions du fait du non remplacement des postes scientifiques et de documentation mis à disposition par l'État.

(Question n° 11202-08.10.1998).

#### **JO n° 46 du 19 novembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Gilbert Chabroux sur la situation particulièrement difficile (licenciements, etc.) des secteurs théâtre et cinéma de la région Rhône-Alpes depuis la suppression de 9 millions de crédits le 20 mai 1998 par la commission permanente de son conseil régional à majorité Front national.

(Question n° 8928-11.06.1998).

- M. Serge Mathieu sur les perspectives de la diffusion et de l'application de la circulaire tendant à favoriser l'organisation des concerts techno en France, en préparation actuellement en liaison avec le ministère de l'intérieur.

(Question n° 10413-20.08.1998).

- M. Jacques Legendre sur l'initiative que compte prendre la ministre pour sauver du délabrement organisé, et de la destruction, la Villa Cavrois à Croix (Nord), œuvre de Robert Mallet-Stevens.

(Question n° 11007-24.09.1998).

#### **JO n° 48 du 3 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Georges Gruillot sur les conditions d'agrément par l'État d'un musée conservant en dépôt, par convention de longue durée, une collection privée inaliénable.

(Question n° 10712-17.09.1998).

- M. Jean Bernard sur les moyens qui permettraient au CSA d'assurer un contrôle efficace de l'application de l'article 12 de la loi n° 94-88 du 1<sup>er</sup> février 1994 mettant en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 des quotas fixant les taux de diffusion de chansons françaises et francophones, de nouvelles productions et de nouveaux talents sur les radios.

(Question n° 11485-22.10.1998).

#### **JO n° 49 du 10 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Georges Gruillot sur la réforme de l'agrément, en matière de production cinématographique, telle qu'elle a été soumise à l'examen de la Commission européenne, et sur les mesures destinées à préserver la situation des entreprises françaises.

(Question n° 10713-17.09.1998).

- M. Georges Gruillot sur la pertinence actuelle, pour la création d'un musée départemental, des dispositions du décret du 30 septembre 1906.

(Question n° 10714-17.09.1998).

- M. Ivan Renar sur les mesures qui permettront d'annuler le projet de privatisation et de mise en concurrence des fouilles préventives, et de conserver ainsi au service public sa capacité d'arbitrage.

(Question n° 11254-08.10.1998).

#### **JO n° 51 du 24 décembre 1998**

Réponses aux questions de :

- M. Jean-Pierre Raffarin sur les mesures qui permettraient d'améliorer l'audience internationale de TV 5.

(Question n° 10775-17.09.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan, notamment dans la région Rhône-Alpes, de l'opération, La nuit du cinéma, organisée le 18 juillet 1998 dans vingt-quatre sites historiques français.

(Question n° 10923-24.09.1998).

- M. André Maman sur le secteur culturel de l'Union européenne, gisement d'emploi en croissance constante depuis les années 80, et sur l'adéquation du budget proposé pour le programme «Culture 2000».

(Question n° 11023-01.10.1998).

- M. Hilaire Flandre sur l'étendue du domaine de compétence des architectes des bâtiments de France, sur le moyen de leur en rappeler les limites, et sur la possibilité, pour les maires exaspérés par les délais et surcoûts importants qui entravent la réalisation de leurs investissements, de faire appel de leurs exigences.

(Question n° 11491-22.10.1998).



- M. Emmanuel Hamel sur le moyen d'apaiser l'inquiétude des archéologues opposés aux projets de réorganisation des fouilles de sauvetage qu'ils assimilent à une tentative de privatisation de leur discipline.

(Question n° 11569-22.10.1998).

- M. Louis Souvet sur l'absence de concertation avec les bénévoles lors de l'élaboration du projet de loi relatif à l'archéologie préventive.

(Question n° 11617-29.10.1998).

- M. Marcel Vidal sur les appuis qui seront apportés aux établissements scolaires afin de susciter chez les jeunes le désir de culture évoqué dans la circulaire commune aux ministères de la culture et de l'éducation nationale.

(Question n° 11692-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la suite qui sera donnée à la demande de la Commission nationale des musiques actuelles, dans son rapport publié en septembre 1998, que soit nommé parmi les neuf sages du CSA un «conseiller musiques actuelles».

(Question n° 11748-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures que suscitera la constatation de la Commission nationale des musiques actuelles, dans son rapport de 1998, que l'aide aux jeunes talents et aux productions musicales innovantes souffre d'une filière de diffusion radio et TV bloquée par l'intense médiatisation de productions que la majorité des décideurs croit être le goût du public.

(Question n° 11749-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'idée de la création d'un compte de soutien aux musiques nouvelles, abondé par l'État, préconisée par la Commission nationale des musiques actuelles dans son rapport de 1998.

(Question n° 11751-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction de la ministre à la suggestion du rapport 1998 la Commission nationale des musiques actuelles préconisant la création d'un centre national de la musique à l'image du C.N.L. et du C.N.C.

(Question n° 11752-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur deux revendications de l'industrie de la musique exprimées en juin 1998 lors du colloque sur *Les enjeux du multimédia pour la production musicale* : que soit reconnu le droit des producteurs de disques, à l'instar du droit d'auteur, et que la production musicales française soit mieux

protégée, notamment face aux exploitants d'internet (in compte rendu, p. 30 et 43).

(Questions n° 11753-29.10.1998 ; 11758-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures que le gouvernement entend proposer pour augmenter le nombre des points de vente des disques et garantir la survie des producteurs indépendants en réponse à l'inquiétude de l'industrie de la musique, exprimée en juin 1998 lors du colloque sur *Les enjeux du multimédia pour la production musicale* (in compte rendu, p. 44).

(Question n° 11754-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur la revendication d'une baisse du taux élevé de TVA appliqué au disque (en référence à celui appliqué au livre) exprimée en juin 1998 par les producteurs de disque lors du colloque sur *Les enjeux du multimédia pour la production musicale* (in compte rendu, p. 31).

(Question n° 11757-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le moyen d'aider à l'amélioration de l'image culturelle de l'industrie du disque, en réponse à l'attente des professionnels exprimée en juin 1998 lors du colloque sur *Les enjeux du multimédia pour la production musicale* (in compte rendu, p. 26).

(Question n° 11759-29.10.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur le moyen de remédier à l'insuffisante exposition de la musique à la télévision soulignée en juin 1998 lors du colloque sur *Les enjeux du multimédia pour la production musicale* (in compte rendu p. 26).

(Question n° 11760-29.10.1998).

- M. Georges Gruillot sur les suites qui seront données aux propositions de l'Union nationale des diffuseurs de presse afin de soutenir l'activité économique de cette profession en difficulté.

(Question n° 11845-05.11.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'aboutissement de la réflexion annoncée sur les améliorations à apporter au fonctionnement de la délégation aux arts plastiques et du Centre national des arts plastiques (CNAP), sur les objectifs à atteindre et sur les mesures qui seront prises dans ce sens.

(Question n° 11950-12.11.1998).

- M. André Maman sur les nombreux et coûteux dysfonctionnements qui affectent la Bibliothèque nationale de France et qui pénalisent les chercheurs.

(Question n° 12206-19.11.1998).

## Divers

### Déroptions aux délais vidéo

#### Décision du 20 novembre 1998 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérégation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- GOOD BURGER.....11 novembre 1998 (CIC VIDÉO)
- A SMILE LIKE YOURS.....9 décembre 1998 (CIC VIDÉO)
- SICK, THE LIFE AND DEATH OF BOB FLANAGAN,  
SUPERMASOCHIST.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (HAUT ET COURT)
- ALISSA.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- C'EST ÇA L'AMOUR.....29 octobre 1998 (CIC VIDÉO)
- L'ÉTOILE DE ROBINSON.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (M6 INTERACTIONS)
- CRUMB.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (HAUT ET COURT)
- THE BIBLE AND GUN CLUB.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (HAUT ET COURT)
- L'AMOUR NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (LE STUDIO CANAL PLUS)
- BREAKING UP.....1<sup>er</sup> janvier 1999 (WARNER HOME VIDÉO)
- RELAX...IT'S JUST SEX.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (HAUT ET COURT)
- LE PRÉDICATEUR.....26 novembre 1998 (CIC VIDÉO)
- BACK HOME  
(THE MYTH OF FINGERPRINTS).....1<sup>er</sup> novembre 1998 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR  
HOME VIDÉO)
- KULL LE CONQUÉRANT.....16 décembre 1998 (CIC VIDÉO)
- LA GUERRE DES FÉES.....25 novembre 1998 (CIC VIDÉO)
- THE SECOND CIVIL WAR.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (HAUT ET COURT)
- PLAYING GOD.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (M6 INTERACTIONS)
- FEAR.....29 octobre 1998 (CIC VIDÉO)
- À COUTEAUX TIRÉS.....16 décembre 1998 (PFC VIDÉO)
- PAULIE, LE PERROQUET QUI PARLAIT TROP.....29 janvier 1999 (CIC VIDÉO)
- DE GRANDES ESPÉRANCES.....18 novembre 1998 (PFC VIDÉO)
- LA PISTE DU TUEUR.....2 décembre 1998 (CIC VIDÉO)
- L'IDÉALISTE.....10 décembre 1998 (CIC VIDÉO)
- UN TUEUR POUR CIBLE  
(REPLACEMENT KILLERS).....1<sup>er</sup> décembre 1998 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR  
HOME VIDÉO)
- JACKIE CHAN DANS LE BRONX.....15 décembre 1998 (TF1 VIDÉO)
- PRIMARY COLORS.....1<sup>er</sup> février 1999 (UGC PH)
- EVENT HORIZON.....12 novembre 1998 (CIC VIDÉO)
- MAMAN JE M'OCCUPE DES MÉCHANTS.....18 novembre 1998 (PFC VIDÉO)
- UN CRIDANS L'OCÉAN.....5 janvier 1999 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- BLUES BROTHERS 2000.....20 décembre 1998 (CIC VIDÉO)
- SIMPLES SECRETS.....1<sup>er</sup> février 1999 (TF1 VIDÉO)

- CODE MERCURY.....29 novembre 1998 (CIC VIDÉO)
- G.I. JANE - À ARMES ÉGALES.....3 novembre 1998 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- POUR LE PIRE ET POUR LE MEILLEUR.....15 novembre 1998 (GAUMONT COLUMBIA  
TRISTAR HOME VIDÉO)
- FLUBBER.....1<sup>er</sup> décembre 1998 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- JACKIE BROWN.....15 janvier 1999 (TF1 VIDÉO)
- TAXI.....8 janvier 1999 (TF1 VIDÉO)
- LES COULOIRS DU TEMPS - LES VISITEURS II.....20 novembre 1998 (GAUMONT)
- LE DÎNER DE CONS.....15 janvier 1999 (GAUMONT)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.

---

---



### Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 120 F = ..... pour l'année 19.....  
soit 18,29 euros

**Date et signature (3).**

(1) À retourner au ministère de la culture, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 4 rue d'Aboukir, 75002, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.